



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2544
5 mai 2017
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

Le journal
d'Arlette Laguiller

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Contre Le Pen, la millionnaire d'extrême droite

Contre Macron, le larbin des capitalistes

Le drapeau rouge des travailleurs!



Contre l'ennemie mortelle des travailleurs, et contre le valet du grand capital !

À l'approche du second tour, les candidats recherchent des ralliements. Du côté de Macron, c'est l'union sacrée, de Valls et Hollande à Fillon et Sarkozy, en passant par le revenant Borloo ! Le Pen, elle, a prétexté l'accord avec la girouette Dupont-Aignan pour enterrer la sortie de l'euro. Si elle était élue, ses engagements sur le maintien des 35 heures ou pour une retraite à 60 ans seraient aussi oubliés : les promesses électorales d'une démagogue n'engagent que ceux qui y croient.

La semaine dernière, pour faire croire qu'elle est une candidate du peuple, elle est allée faire des selfies avec les ouvriers de l'usine Whirlpool d'Amiens, qui doit fermer dans un an.

Au fil des années, les effectifs de cette usine, qui comptait 1200 salariés dans les années 1980, ont fondu. La production et les cadences ont augmenté, avec ce que cela implique de maladies professionnelles et d'accidents du travail. Les ouvriers ont dû accepter les samedis travaillés obligatoires et la suppression de RTT. Les profits de Whirlpool ont atteint 850 millions l'an dernier. Contre tout cela, Le Pen n'a jamais protesté, parce qu'elle respecte le sacro-saint pouvoir capitaliste !

Les mesures qu'elle propose aujourd'hui sont dérisoires. Taxer les importations ? Mais cela se traduirait par une augmentation des prix ici, et par des droits de douane à l'étranger, et donc le chômage pour les salariés français qui travaillent à l'exportation.

Quel que soit l'élu, l'usine d'Amiens fermera, tout comme Florange a fermé malgré les promesses de Hollande. Ses 290 salariés seront licenciés et ses sèche-linges seront fabriqués en Pologne par des ouvriers gagnant 400 euros par mois. Whirlpool augmentera ses profits et les actionnaires seront choyés.

Macron, l'ancien banquier, ne veut pas gêner les propriétaires de Whirlpool. Il parle de formation, de reclassements et de nouveaux emplois, mais c'est du vent : il veut même supprimer 120 000 emplois publics !

Les électeurs sont sommés de choisir entre ces deux bonimenteurs. Mais ce choix n'en est pas un !

Malgré sa quête de respectabilité, Le Pen est issue de l'extrême droite xénophobe, homophobe et antisémite, à

l'image de l'ex-président du FN capable de nier l'existence des chambres à gaz. Elle oppose les Français, dont elle brigue les suffrages, aux étrangers. Autrement dit, elle dresse des travailleurs contre d'autres travailleurs. Elle rendrait la vie plus dure aux étrangers, puis aux immigrés même français, puis à tous les travailleurs ! Laisser attaquer les plus vulnérables, c'est se préparer à accepter les coups contre tous.

Le Pen imposerait un régime plus dur contre les syndicats et les associations qui ne sont pas assez dociles. C'est ce que font déjà des municipalités FN, qui privent de locaux ou de subventions des associations aussi utiles que le Secours populaire ou les Restos du Cœur.

Alors, le vote Le Pen doit être laissé aux nostalgiques de l'Algérie française, aux policiers racistes, aux bourgeois qui détestent les pauvres ! Pour un travailleur, voter pour elle, c'est voter contre ses propres intérêts.

Quant à Macron, son dévouement à la classe capitaliste est sans faille. Comme ministre, il a fait adopter une loi qui a étendu le travail du dimanche, facilité les licenciements économiques et réduit les recours aux prud'hommes pour les salariés. Il a ensuite inspiré la loi El Khomri, dans ses aspects les plus antiouvriers, comme le plafonnement des indemnités prud'homales, que le gouvernement a dû retirer face à la colère du monde du travail. Et Macron veut maintenant poursuivre cette offensive, y compris par ordonnances pour s'éviter même un débat parlementaire. Il veut démanteler le Code du travail, augmenter la CSG et réduire l'ISF à quasiment rien. Il est logique que la Bourse ait flambé après le premier tour !

Au second, on voudrait que les travailleurs choisissent entre deux maux. Il faut refuser ce chantage. C'est pourquoi Nathalie Arthaud et les militants de Lutte ouvrière voteront blanc.

Celui ou celle qui va succéder à Hollande sera un ennemi résolu du monde du travail. Il faut que les travailleurs se préparent à défendre leurs intérêts, avec les armes de la lutte de classe. Il ne faut pas nous diviser, entre Français et étrangers, entre chômeurs et travailleurs en activité. Il faut reconstruire un parti qui représente nos intérêts de classe. Nous organiser pour lutter : quel que soit le futur locataire de l'Élysée, nous en aurons bien besoin.

Au sommaire

| | | | |
|---|----|--|----|
| LEUR SOCIÉTÉ | | ENTREPRISES | |
| Le FN et l'euro | 4 | SNCF : la direction divise, la grève rassemble | 12 |
| Accord Le Pen - Dupont-Aignan | 4 | Tarkett - Sedan : grève victorieuse | 12 |
| Le Pen cherche des voix chez Mélenchon | 4 | Corée du Nord : esclaves pour capitalistes | 12 |
| 1 ^{er} mai : faire entendre le camp des travailleurs | 5 | Whirlpool - Amiens : débrayages et blocage de l'usine | 13 |
| Mim, Tati, Vivarte : arrêter le broyage des emplois | 5 | GEMS - Buc : en grève pour 200 euros | 13 |
| Migrants : procès pour des gestes d'humanité | 6 | ArcelorMittal Hayange : un rapport tendancieux | 13 |
| Chômage : l'hémorragie des emplois continue | 6 | Stracel - Strasbourg : condamné quatre ans après la fermeture | 13 |
| Consultations médicales : tarifs en hausse | 6 | Chantier naval - Saint-Nazaire : débrayages pour les salaires | 14 |
| Universités : le manque de places n'est pas un hasard | 6 | Agents municipaux - Bagnolet : mobilisation contre les attaques du maire | 14 |
| Chômage des plus de 50 ans | 7 | Novo Nordisk - Chartres : non au travail gratuit ! | 14 |
| Inspecteurs du travail : non aux baisses d'effectifs ! | 7 | Rennes Métropole : le Conseil d'État protège les trusts | 14 |
| Médecine du travail : un praticien harcelé | 7 | DANS LE MONDE | |
| Marchands de canons | 7 | Turquie : un régime toujours plus autoritaire | 8 |
| Guyane : la grève à EDF et à l'hôpital continue | 12 | Femmes en Arabie-Saoudite : l'ONU renforce les barreaux | 8 |
| | | Yémen : les massacres humanitaires | 8 |
| | | Migrants : hécatombe en Méditerranée | 8 |
| | | Mali : corruption, grèves et état d'urgence | 9 |
| | | Afghanistan : une guerre sans fin | 9 |
| | | États-Unis : Trump s'attaque aux cantines scolaires | 9 |
| | | États-Unis - Corée du Nord : Trump, gendarme du monde | 10 |
| | | Argentine : 1977, les Mères de la place de Mai contre la dictature | 10 |
| | | IL Y A 100 ANS | |
| | | Printemps 1917, le début de la révolte contre la guerre | 11 |
| | | RÉVOLUTION RUSSE | |
| | | Un gouvernement pour faire la guerre | 15 |
| | | LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE | |
| | | Le programme | 16 |

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Voter Macron pour éviter Le Pen ? Autant combattre le chiendent avec de l'engrais

Parmi les électeurs qui se préparent à voter Macron dimanche 7 mai, un certain nombre le font, en toute bonne foi, en espérant se protéger de Le Pen.

Ils redoutent, avec raison, la politique réactionnaire que mènerait Le Pen au pouvoir, la répression, la chasse aux migrants, un régime plus dur pour les travailleurs. Ils ne se font pas trop d'illusions sur la politique que pourrait mener Macron, mais ils espèrent simplement gagner un sursis.

Le même raisonnement leur avait fait choisir Hollande contre Sarkozy. Ils n'imaginaient pas, à l'époque, que Hollande ferait la guerre, regrouperait les migrants dans des camps sordides, attaquerait le Code du travail, détruirait les protections sociales, enverrait la police sur les manifestations, laisserait les patrons licencier

par centaines de milliers. Ils n'imaginaient pas que toute cette politique réactionnaire, antiouvrière, pour laquelle ils n'avaient pas voté, conduirait de surcroît au renforcement du FN. Les cinq ans de Hollande se sont soldés en effet non seulement par le renforcement électoral du FN, mais surtout par son renforcement social, par la pression qu'il représente dans certains quartiers ouvriers, par la menace qu'il constitue déjà. Sans même que ce parti soit aux affaires, son vocabulaire, ses thèmes, ses obsessions ont rempli toute la société. Et, faute d'un renouveau de la conscience des travailleurs, cela va continuer

dans le même sens.

Demain, la crise perdurant, l'avidité patronale grandissant, la pression réactionnaire augmentant, Macron sera plus dur encore que Hollande. Ces électeurs se croient contraints d'accepter, en votant pour Macron, de nouveaux reculs sur le Code du travail afin d'éviter la chasse aux migrants. Eh bien, il y aura et la loi El Khomri renforcée et la chasse aux migrants.

Les coups que Macron, au nom du patronat, portera inévitablement aux travailleurs susciteront tout aussi inévitablement leur colère. Le ralliement à Macron aujourd'hui n'évitera ni ces coups ni cette colère. En revanche, il permettra à Le Pen de se présenter en seule opposition, en seul recours puisque tous les autres auront porté Macron au pouvoir. C'est bien pourquoi il est essentiel, pour préserver l'avenir, que se manifeste dans la classe ouvrière un courant farouchement opposé à Le Pen, à Macron, à tous les politiciens du patronat et qui le fasse au nom des intérêts sociaux et politiques des travailleurs.

Pour un travailleur, voter Le Pen, c'est mettre sa tête sur le billot. Voter Macron, c'est accepter d'avance les coups. Tous les raisonnements alambiqués des Mélenchon, Hamon, Laurent, sur le résultat éventuel des législatives, le gouvernement qui pourrait se former après, etc., ne valent rien. La situation de la classe ouvrière dépend exclusivement de sa capacité à s'organiser et à se battre sur son terrain de classe.

Paul Galois

Devant Whirlpool: le banquier et la démagogue contre les travailleurs

Mercredi 26 avril, Le Pen et Macron ont, chacun à sa façon, tenté d'exploiter la situation des ouvriers de l'usine Whirlpool d'Amiens dont le groupe a annoncé la fermeture au printemps 2018.

Macron s'est montré pour l'homme du patronat qu'il est: l'ancien banquier, l'ancien ministre de l'Économie de Hollande, défenseur de la loi El Khomri, est venu, encadré par un service d'ordre pléthorique, prôner la résignation aux ouvriers en leur expliquant qu'on ne peut pas empêcher les licenciements.

Face à ce politicien défendant ouvertement les intérêts patronaux, Le Pen a beau jeu d'essayer de se faire passer pour la candidate du peuple. Elle a pris des photos avec des ouvriers et promis qu'avec elle, l'usine ne fermerait pas.

Propose-t-elle d'interdire les licenciements? Pas du tout. Comme le gouvernement Hollande, comme Macron, elle promet de trouver un repreneur, notamment grâce à de nouvelles baisses de cotisations. Cette politique, tous les gouvernements l'appliquent depuis des années. Les patrons empochent les aides de l'État, continuent de supprimer des emplois et le chômage continue à augmenter. Les salariés de Whirlpool sont bien placés pour en juger puisque le groupe aurait touché des dizaines de millions d'euros au titre du CICE.

Le Pen a évoqué une prise de participation temporaire de l'État, tout comme Montebourg

en 2012 aux ouvriers de l'usine d'Arcelor Mittal à Florange. Toutes ces promesses n'engagent que ceux qui y croient et elles n'ont jamais empêché une usine de fermer.

Comme la direction organise la délocalisation de la production en Pologne, le FN met en avant la fermeture des frontières. Mais l'exemple de Whirlpool montre justement l'absurdité des mesures protectionnistes: les sèche-linge produits à Amiens sont vendus dans toute l'Europe de l'ouest et même aux États-Unis. Ce n'est pas la concurrence étrangère ou les travailleurs polonais qui suppriment les emplois, ce sont les patrons et les actionnaires. Ce sont eux qu'il faut combattre.

Le Pen essaie d'exploiter la colère des travailleurs dégoûtés de la gauche et de la droite. Ceux qui se tourneraient vers elle en croyant qu'on ne l'a pas essayée passeraient d'une illusion à l'autre et apporteraient leur soutien à leur pire ennemi.

Le Pen et ses sbires se proposent de servir les intérêts du grand patronat tout autant que Hollande et Macron. Mais en plus, elle répand le poison de la division entre les travailleurs, qu'ils soient dans des pays différents ou travaillent sur la même chaîne.

Nicolas Carl



Élections législatives: Lutte ouvrière, pour faire entendre le camp des travailleurs

Le 11 juin, aux élections législatives, notre courant présentera des candidates et des candidats dans 553 circonscriptions, les 539 situées en métropole, six dans l'île de La Réunion, ainsi que quatre en Martinique et quatre en Guadeloupe, conjointement avec nos camarades de Combat ouvrier.

Il s'agit d'abord que celles et ceux qui ont entendu notre candidate Nathalie Arthaud dans cette élection présidentielle, qui se sont reconnus dans ses

idées et ses paroles, et ont choisi de voter pour elle afin d'affirmer l'existence d'un camp des travailleurs aux intérêts diamétralement opposés à ceux de la grande bourgeoisie, puissent prolonger leur geste, en se prononçant à nouveau pour une travailleuse ou un travailleur présenté par Lutte ouvrière.

Au-delà de ces 232 000 électrices et électeurs, celles et ceux qui ont été touchés par les mots de Nathalie Arthaud

mais ont voulu faire le choix d'un vote qu'ils ont cru utile en choisissant notamment Jean-Luc Mélenchon pour son statut de grand candidat, susceptible de recueillir plus de voix et même d'être au second tour, seront cette fois à même de voter pour leurs idées, d'exprimer leurs véritables sentiments, le vote utile se retrouvant dès lors dépourvu de sens. Ils pourront apporter leur contribution pour que, quel que soit le valet des capitalistes vainqueur

au lendemain du 7 mai, un courant existe dans les quartiers populaires, qui exprime la nécessité vitale de défendre les intérêts quotidiens du monde du travail, et au-delà, la conscience que la classe ouvrière peut, en s'organisant, offrir à la société une autre perspective que le chômage des uns et l'épuisement au travail et les bas salaires des autres, sur fond d'envol des profits.

Viviane Lafont

AGENDA



Fête de Lutte ouvrière

Marseille

Dimanche 14 mai

à partir de 11 heures

Parc des loisirs de Valabre - RD 7

Gardanne



Le FN et l'euro : franc comme un âne qui recule

Depuis des années, Le Pen fait campagne contre l'Union européenne et contre l'euro. Le FN s'appuie bien sûr sur les préjugés nationalistes les plus communs. Mais il profite aussi de l'idée largement répandue dans les classes populaires que l'euro serait responsable de la dégradation de la situation sociale. Pour tous les démagogues, faire campagne contre l'euro et l'Europe a l'énorme avantage de masquer les responsabilités des capitalistes français en matière de régression sociale.

Mais, persuadée de s'approcher du pouvoir, la candidate du FN se trouve désormais obligée de répondre aux questions : comment faites-vous pour sortir de l'euro et que se passera-t-il après ? Or, si elle peut toujours mentir aux petites gens et ne pas répondre aux journalistes, il lui faut garantir aux grandes entreprises, aux grandes fortunes qu'elles ne seront pas lésées. La démagogue veut démontrer aux vrais maîtres du pays que, quel que soit son langage à l'usage des électeurs, elle ne touchera pas un cheveu de leur tête, ni un centime de leurs rentes. Les grandes entreprises ont besoin de stabilité financière, c'est pour elles que l'euro a été mis en place et, aujourd'hui, elles tiennent à le conserver. D'où le spectaculaire changement de pied de Le Pen sur l'euro.

Elle propose désormais de prendre son temps, d'attendre que les autres pays aient voté, de renégocier, etc. Le son de cloche peut être légèrement différent selon le moment de la journée et le lepéniste interrogé. Mais le fond reste le même. Le Pen assure que rien ne changera pour les grandes entreprises qui travaillent en euros, même pas la monnaie. Elle garantit que les fortunes ne seront pas touchées. Quant au monde ouvrier, qu'il ait ou non voté

pour elle, il pourra toucher son salaire, sa pension ou son chômage en monnaie de singe. On n'aura pas de quoi payer son gîte et son couvert, mais au moins on sera misérable en francs !

Ce que propose Le Pen a existé et existe aujourd'hui de fait dans de nombreux pays où les capitalistes font leurs affaires en dollars américains pendant que la population se serre la ceinture en monnaie locale. Un tel système, l'euro pour les capitalistes, le franc pour la population, transformerait en un clin d'œil le pays en paradis des spéculateurs. Et l'on voit que si le financier Macron n'est pas une protection contre Le Pen, la nationaliste Le Pen ne protège en rien contre la finance...

Paul Galois

Accord Le Pen - Dupont-Aignan : un ralliement avant d'autres...

Nicolas Dupont-Aignan a facilement enjambé le fossé censé séparer le Front national du "front républicain". Oh quelle surprise !

En fait, cette alliance prépare avant tout les élections législatives. En faisant allégeance au Front national, Dupont-Aignan fait le choix d'exister politiquement à l'ombre de celui-ci. Même si certains de ses électeurs et même de ses lieutenants ne le suivent pas, il espère compenser cela par tout ce que le soutien du FN pourra apporter directement à lui et à son petit parti.

Car si Marine Le Pen a peu d'espoir d'être élue présidente, elle compte bien,

en revanche, jouer le premier rôle dans l'opposition au nouveau pouvoir, notamment en dominant l'opposition de droite.

En plus de Dupont-Aignan, il se trouvera sûrement d'autres politiciens de droite pour lier leur sort au Front national et profiter du courant réactionnaire. Des politiciens qui aujourd'hui encore se rangent du côté du front républicain contre le FN !

Toutes ces tractations et combines électorales autour

du FN sont la conséquence, à droite, du profond discrédit et de la déconfiture des partis traditionnels qui se sont relayés au pouvoir ces dernières décennies. Et on va d'ailleurs sûrement voir de vieux roublards de la politique et des jeunes loups arrivistes se concurrencer pour obtenir le soutien du Front national.

Le front républicain proclamé à son de trompe ne résistera pas à la promesse d'un siège de député acquis grâce au soutien du FN. Comment croire que ces politiciens en solde soient un rempart contre Le Pen ?

Pierre Royan

Le Pen cherche des voix chez Mélenchon : le terrain pourri du nationalisme

En vue du deuxième tour, Marine Le Pen cherche très logiquement des voix partout où il s'en trouve, adaptant à chaque fois son discours à l'électorat visé. Ainsi, s'adressant spécifiquement aux électeurs de Mélenchon, Le Pen a souligné leur détestation commune du banquier Macron et fait appel à leur patriotisme.

Et d'ajouter que, dans les meetings de Mélenchon, « les drapeaux rouges ont été remplacés par des drapeaux bleu-blanc-rouge et que de belles Marseillaise ont été entonnées par les partisans de la France insoumise ».

Le premier argument est purement démagogique. Quand il s'est agi de lutter réellement contre la politique de Macron, dans les grèves et les manifestations, le FN condamnait les ouvriers semeurs de troubles. Le Pen déteste peut-être Macron, politicien concurrent, mais est du même camp social

que Macron, banquier et homme du patronat. De plus, ne pas vouloir voter Macron ne signifie pas, loin de là, vouloir voter Le Pen.

Le deuxième, en revanche, peut porter. Mélenchon a fait campagne sur le patriotisme, le protectionnisme, l'intérêt national, la France dans le monde, la gloire de l'armée française et même les restes de l'Empire que sont les départements et territoires d'outremer. La France insoumise a le nationalisme en commun non seulement avec Le Pen mais avec tous les partis qui aspirent à

servir la bourgeoisie française, à défendre son État, à exalter sa grandeur c'est-à-dire ses profits. Le nationalisme, qu'il soit professé par Mélenchon ou par Le Pen, est la corde pour soumettre les travailleurs aux capitalistes.

Mélenchon tricolore est le digne successeur des partis socialiste et communiste, instruments d'émancipation des travailleurs devenus au fil des décennies porte-parole de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Il avait fallu des dizaines d'années, les insurrections du 19^e siècle, le travail de deux Internationales, pour séparer ce qui doit l'être, le prolétariat du patronat, le drapeau rouge du drapeau tricolore. Le PS puis le PCF ont détruit cela un siècle durant pour en arriver à fabriquer un Mélenchon qui interdit quasiment le drapeau rouge dans ses meetings. Et pour permettre à une Le Pen de se présenter en défenseur des travailleurs au nom du nationalisme !

S'il reste, et c'est heureux, bien des travailleurs qui ne confondent pas les classes sociales, qui ne marchent pas au sifflet derrière le drapeau tricolore des patrons, qui ne cèdent pas aux sirènes de l'extrême droite, ce n'est pas grâce aux Mélenchon, Laurent, Hamon et autres. C'est malgré eux !

P.G.



Au Congrès de Tours en 1920, quand le PC était internationaliste.

1^{er} Mai : contre Le Pen, contre Macron, faire entendre le camp des travailleurs

Lundi 1^{er} mai, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé à Paris et en province pour crier leur rejet de Le Pen et de l'extrême droite. Si certains en appelaient à l'« unité républicaine » pour se protéger de l'extrême droite, d'autres brandissaient des pancartes : « Ni Le Pen, ni Macron, ni patrie, ni patron ». « Contre la millionnaire d'extrême droite, contre le larbin des banquiers, le drapeau rouge des travailleurs » proclamait la banderole du cortège parisien de Lutte ouvrière. À la fin de la manifestation Nathalie Arthaud a pris la parole. Voici son intervention :

« Avec le second tour de l'élection présidentielle dimanche prochain, ce 1^{er} Mai a une résonance particulière. Les résultats du premier tour et nos discussions montrent combien le monde du travail est perdu politiquement, désorienté et divisé. Et pour cause !

Pendant des décennies, les travailleurs ont été baladés avec l'alternance gauche-droite. Aujourd'hui, l'écœurement et le rejet de cette comédie nous conduisent au summum de la duperie électorale, où on nous ordonne de choisir entre Le Pen, une démagogue d'extrême droite et ennemie mortelle du mouvement ouvrier, et de l'autre côté un politicien dévoué au grand capital. C'est une escroquerie pour nous pousser à la soumission. Eh bien pour nous, c'est non ! Nous ne marchons pas !

Aujourd'hui, nous avons réaffirmé, comme le faisaient les premiers cortèges du 1^{er} Mai, que nous nous sentons d'abord des travailleurs et pas des Français. Nous avons affirmé que

notre drapeau n'est pas le drapeau français bleu-blanc-rouge, qui a accompagné les boucheries des tranchées de la Première guerre mondiale, les crimes coloniaux, les répressions du mouvement ouvrier, mais que c'est le drapeau rouge, le drapeau des révolutions ouvrières.

Cette affirmation est d'autant plus indispensable que nous rentrons dans une période où s'ajoutent au chômage de masse et à l'aggravation de l'exploitation, la montée des idées réactionnaires et racistes et les menaces de guerre.

Les bombardements sur la Syrie et l'Irak sont certes à des milliers de kilomètres, mais plus près de nous, en Europe, la Russie et l'Ukraine continuent de se mener une guerre larvée. Et puis il y a le terrorisme, que nous subissons déjà tous. Alors oui, le capitalisme et tous les politiciens qui lui sont dévoués, et c'est le cas de Le Pen et de Macron, nous conduisent tout droit à la catastrophe.

Aujourd'hui, on nous dit

qu'il faut voter pour le moins pire. Mais il n'y aura pas de moins pire pour les travailleurs, tant qu'ils ne renouent pas avec leurs repères et leur boussole : les idées de lutte de classe et la volonté de renverser le capitalisme.

C'est parce que le Parti socialiste a abandonné cette perspective qu'il a trahi les intérêts des exploités à

chaque fois qu'il a gouverné. C'est parce que le parti communiste a dénaturé l'idéal même du communisme, avec le stalinisme, que la grande masse des travailleurs est aujourd'hui déboussolée.

Oui, les idées nationalistes et les idées racistes sont un poison pour le monde du travail ! Mais qui a préparé le terrain dans la classe ouvrière en défendant le « produire français », le protectionnisme et la fermeture des frontières à l'immigration ? C'est le Parti communiste français, et aujourd'hui, Mélenchon continue à entretenir ces idées, qui ne peuvent que désorienter les travailleurs !

Les idées internationalistes et les idées de lutte de classe représentent les seules bases solides sur lesquelles nous pourrions reconstruire un parti ouvrier digne de ce nom. Aujourd'hui, nous nous retrouvons de plus en plus seuls pour l'affirmer. Il faut continuer et, dimanche prochain, nous lèverons une fois de plus ce drapeau de la conscience de classe et du camp des travailleurs en votant contre la millionnaire démagogue Le Pen et contre le banquier Macron. D'ici là, dénonçons cette duperie électorale et montrons à ceux qui la rejettent qu'ils ne sont pas seuls et qu'ils peuvent nous rejoindre. »



Mim, Tati, Vivarte : arrêter le broyage des emplois

En l'espace de quelques jours, les salariés de Mim ont appris la mise en liquidation judiciaire de leur entreprise et ceux de Tati le redressement judiciaire de la leur. 1 100 travailleurs d'un côté, 1 700 de l'autre sont désormais à la merci des propositions d'éventuels repreneurs, avec le licenciement à la clé pour beaucoup d'entre eux.

Chez Mim, 1 400 travailleurs étaient encore à l'effectif il y a un mois. Plus de 300 ont été licenciés suite à une liquidation partielle de l'enseigne, ramenant l'effectif à 1 080. Le dos au mur, un groupe de salariés, dont un certain nombre de responsables de magasins, s'était résolu à proposer la continuation des activités sous la forme d'une société coopérative (Scop) qui ne maintenait que 500 à 550 emplois. Mais les juges ont décidé de privilégier l'offre d'une enseigne suisse annonçant conserver 279 emplois et 71 magasins sur les 273 répertoriés.

Tati est la propriété du groupe Eram, comme Gémô, Texto, Heyraud ou encore TBS. Son principal actionnaire, la famille Biotteau, classée parmi les plus grandes fortunes du pays, a décidé de mettre en vente Tati, mais aussi Giga Store, Fabio Lucci et deux autres enseignes regroupées au sein de la société Agora Distribution. Subitement, alors que rien n'apparaissait dans le bilan trimestriel précédent, une dette de 6 millions d'euros est déclarée dans les comptes. Un « repreneur », la famille Ginestet, propriétaire très fortunée de Gifi,

a fait une offre. Les salariés dénoncent les menaces de suppressions d'emplois qui pèsent sur 1 000 des 1 700 salariés répartis dans 130 magasins.

Et la liste ne fait que s'allonger. La liquidation judiciaire des bijouteries Jean Delatour a été prononcée. En trois ans, 265 salariés répartis sur 35 magasins auront perdu leur emploi. 428 chez MS Mode au début

de l'année, encore 900 à la Halle aux chaussures, enseigne du groupe Vivarte ainsi que André, Kookaï, Chevignon et dix autres enseignes où l'effectif a été ramené en moins de trois ans de 22 000 à 14 000 salariés.

Une poignée de capitalistes jettent sur le pavé des milliers de travailleurs avec la complicité des tribunaux qui tranchent sans état d'âme dans les effectifs

des entreprises jugées en difficulté.

Ce ne sont évidemment pas les grandes familles à la tête de ces groupes industriels et commerciaux qui sont en difficulté, elles dont la richesse est toujours plus florissante. C'est dans leurs tas d'or qu'il est vital de taper pour préserver l'emploi et le salaire de ceux qui travaillent pour vivre.

Philippe Logier

Lisez Lutte de classe

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 183 (avril 2017) :

- Faire entendre le camp des travailleurs, avec Nathalie Arthaud Meeting central de campagne, à Aubervilliers le 26 mars : discours d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud Profession de foi et affiche officielle
- Vive la lutte des travailleurs de Guyane !
- Parti communiste réunionnais : un congrès sous le signe renouvelé de la collaboration de classes
- Turquie : les inquiétudes du gouvernement Erdogan
- Aux origines du chômage : les robots ou le capitalisme ?
- Le CETA et les intérêts des travailleurs

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro.

Migrants : procès pour un geste d'humanité

La justice italienne a relaxé le 27 avril Félix Croft, accusé d'avoir conduit une famille soudanaise dans sa voiture jusqu'à la frontière française.

En juillet 2016, en Ligurie, il a fait la connaissance d'un couple qui avait fui le Darfour avec ses deux enfants en bas âge et leur oncle, et leur a proposé des couvertures : « Ils m'ont demandé de les emmener, a-t-il raconté, j'ai esquivé la question, comme d'habitude. Ce n'était pas mon objectif. Et puis, j'ai vu le bras droit du petit entièrement brûlé... C'était trop, j'ai arrêté de réfléchir. »

Arrêté au péage de Vintimille, côté italien, placé en garde à vue pendant 52 heures, il a été traité comme un criminel. Une procureure l'a menacé de plus de trois ans d'emprisonnement et de 50 000 euros

d'amende.

Des dizaines de personnes sont venues le soutenir au tribunal. « Quand la solidarité va à l'encontre du droit, c'est l'humanité qui doit prévaloir », a déclaré Félix Croft après le verdict de relaxe, ajoutant : « Je ne considérerai jamais avoir fait quelque chose de mal ou contraire à la loi. »

Depuis le début de l'année, au moins huit personnes sont mortes en voulant passer la frontière entre l'Italie et la France. Mais ce sont ceux qui font des gestes élémentaires d'humanité en aidant les réfugiés qui se retrouvent sur le banc des accusés.

Les criminels, ce sont les gouvernements qui s'opposent à la liberté de circulation et d'installation des migrants en multipliant barbelés, policiers gardes-frontières et procédures judiciaires.

Lucien Déroit



MAX PPP

Une condamnation scandaleuse

Le tribunal de Bobigny a condamné une femme guinéenne à huit mois de prison avec sursis pour aide au séjour irrégulier d'un étranger. Quel était son crime ? Avoir essayé de sauver sa nièce de huit ans menacée d'excision dans son pays. Interpellée à l'aéroport de Roissy, après être allée récupérer la petite fille en Sierra

Leone, elle retournait en Belgique, où elle vit avec ses quatre enfants avec le statut de réfugié.

Le substitut du procureur l'a accusée à mots couverts de trafic de migrants. Le tribunal correctionnel l'a finalement condamnée à une peine avec sursis, estimant que « même avec un mobile, rien ne justifiait qu'on ne respecte pas

la loi ». Comment ne pas être révolté par une justice suffisamment inhumaine pour condamner ceux qui aident des jeunes filles à échapper à des mutilations sexuelles, par une société où il est légal de laisser toute une partie de l'humanité soumise à l'oppression et à la misère !

Gilles Boti

Chômage : l'hémorragie des emplois continue

Selon les derniers chiffres publiés par le ministère du Travail pour le mois de mars, le chômage a connu une nouvelle hausse, qui couronne en quelque sorte le quinquennat de Hollande.

En prenant en compte les différentes catégories de demandeurs d'emplois, y compris ceux en formation ou en contrats aidés, en métropole et outre-mer, le nombre de chômeurs recensés par Pôle emploi dépasse 6,5 millions. Plus de quatre personnes au chômage sur dix le sont depuis plus d'un an. Près d'un

jeune de moins de 25 ans sur quatre est au chômage, tandis que, pour les seniors, du fait des attaques contre les retraites, des travailleurs de plus en plus nombreux sont chômeurs à un âge où il y a quelques années encore ils auraient été retraités.

Alors que la plupart des grandes entreprises annoncent des carnets de commandes pleins, que les profits augmentent et que la Bourse se réjouit de l'élection annoncée du chouchou de la finance Macron, les travailleurs continuent de payer le prix fort à

la guerre de classe que leur mène le patronat.

Mille cinq cents travailleurs privés d'emploi par jour, c'est le bilan de la politique des gouvernements successifs, de gauche et de droite. Et quel que soit l'élu au soir du 7 mai, le patronat continuera de supprimer massivement des emplois. Pour mettre un coup d'arrêt à la course au profit des capitalistes, les travailleurs ne pourront compter que sur leur capacité à s'organiser et à imposer dans l'avenir l'interdiction des licenciements.

Jean Sanday



Consultations médicales : tarifs en hausse

Les médecins généralistes conventionnés de secteur 1, ceux qui pratiquent les tarifs de la Sécurité sociale, ont été autorisés à augmenter de deux euros le prix de leur consultation, passée à 25 euros le 1^{er} mai. Cette augmentation concerne aussi les médecins de secteur 2, non conventionnés mais qui ont signé un accord de maîtrise des tarifs avec la Sécurité sociale. C'est bien sûr une bonne nouvelle pour ces médecins généralistes car, selon l'Assurance-maladie, cette augmentation, plus d'autres prévues dans la convention signée en 2016, comme la consultation des enfants de moins de six ans, leur assurera un bonus de 16 000 euros par an.

Mais, pour les malades, il en est tout autrement. Le gouvernement avance que ce sera sans conséquence pour eux car les mutuelles

prendront en charge cette augmentation. Mais trois millions d'assurés n'ont pas de mutuelle. Et puis les mutuelles répercuteront cela d'une façon ou d'une autre.

De fait, avec ces augmentations, la partie des soins qui ne sera pas prise en charge par la Sécurité sociale va encore augmenter. Les malades qui renonceront à des soins ou les reporteront seront encore plus nombreux. Et c'est sans parler des dépassements de tarif pratiqués par les médecins non conventionnés de secteur 2, généralistes ou spécialistes, qui sont de plus en plus élevés.

Cette hausse serait justifiée par la hausse des prix et le gel des honoraires médicaux depuis six ans. Pour ces mêmes raisons, il serait donc nécessaire que les salaires et pensions augmentent de 300 euros.

Cédric Duval

Universités : le manque de places n'est pas un hasard

Le ministère de l'Éducation nationale vient de prendre une circulaire autorisant officiellement le tirage au sort pour répartir les bacheliers souhaitant accéder à certaines licences dites « surchargées » et incapables, faute de moyens, d'accueillir tous les étudiants.

Parmi ces filières figurerait par exemple celle des Sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps) destinée essentiellement à former des professeurs d'éducation physique. 33 000 bacheliers l'ont demandée cette année, pour environ 15 000 places, le même chiffre que l'an dernier. Doubler le nombre des étudiants aptes à

enseigner cette matière nécessiterait d'investir dans des équipements supplémentaires dans les universités, ce que le ministère se refuse à faire.

Cette pratique du tirage au sort est en fait courante depuis plusieurs années, mais de plus en plus de bacheliers attaquent l'État en justice et obtiennent satisfaction devant les tribunaux qui imposent une réinscription. C'est ce genre de mésaventure que veut éviter la ministre de l'Éducation nationale grâce à sa circulaire. Par contre il n'est pas question d'augmenter les moyens alors que l'on comptabilise 40 000 inscriptions supplémentaires sur la plateforme

informatique où s'inscrivent les bacheliers pour accéder à l'enseignement supérieur et que l'on sait que le nombre d'étudiants va augmenter de 5 %. Les amphes surchargés et les locaux dégradés seront la règle l'an prochain comme cette année et les précédentes. Si changement il y a, ce sera dans le sens d'une aggravation.

Demander à des bacheliers de renoncer aux études qu'ils veulent faire et forcer l'ensemble des étudiants à repousser les murs pour pouvoir suivre leurs cours, ce sont les deux recettes du gouvernement.

Daniel Mescla

Chômage des plus de 50 ans : la misère après une vie de labeur

L'administration vient d'adresser au gouvernement un rapport confidentiel, révélé par *Le Parisien*. Ce rapport indique que la hausse du chômage est en bonne partie le résultat de l'augmentation du nombre de chômeurs âgés de plus de cinquante ans.

Les licenciements fabriquent des chômeurs de tous âges, mais les plus anciens ont évidemment plus de mal encore que les autres à retrouver du travail. Les reculs successifs de l'âge de départ en retraite et l'augmentation du nombre de trimestres nécessaires pour obtenir le taux plein fabriquent également des chômeurs. En 2003, on avait une retraite à taux plein avec 150 trimestres et

on pouvait partir à 60 ans. Aujourd'hui, il faut 166 trimestres et on part à 62 ans.

Le changement du calcul des pensions, en défaveur naturellement des travailleurs, pousse un certain nombre de salariés à travailler au-delà de l'âge légal. Cela en pousse d'autres, devant les mêmes nécessités, à attendre avant de liquider leur retraite. Il y aurait ainsi aujourd'hui 127 600 chômeurs âgés de

61 ans et plus !

Et cette tendance ne risque pas de s'inverser. Coup de pied de l'âne du gouvernement Hollande et des confédérations syndicales qui l'ont aidé, la durée d'indemnisation des chômeurs âgés va diminuer à partir du 1^{er} septembre. Combien seront-ils à ne plus avoir que le RSA en attendant de liquider leur retraite et quel sera alors son montant ?

Des centaines de milliers de travailleurs sont ainsi poussés vers la pauvreté. Ils le sont d'autant plus vite que leur vie a été plus dure, qu'ils ont été mal payés, qu'ils ont traversé



des périodes de chômage ou de temps partiel. Ils le sont d'autant plus vite qu'ils sont des travailleurs non qualifiés, des femmes, des gens sans défense, isolés et même accidentés ou handicapés, laissés dans l'ignorance de leurs droits. Ils le sont sous le prétexte fallacieux que les caisses seraient vides et que le pays serait endetté.

Mais les caisses de retraites sont vidées par le chômage de masse,

représentant autant de cotisants en moins, un chômage dont le patronat est entièrement responsable. Le pays est endetté pour avoir entretenu luxueusement ces parasites que sont les grandes banques, les marchands de canons et les capitalistes en général. Et c'est pour ces gens-là, inutiles, voraces, dangereux, que les gouvernements sacrifient les travailleurs âgés.

Paul Galois

Inspecteurs du travail : non aux baisses d'effectifs !

Le 2 mai, les agents des services de l'inspection du travail et des politiques de l'emploi du Val-d'Oise se sont rassemblés très nombreux devant leurs locaux à Pontoise, à l'appel des syndicats CGT, Sud et FSU.

Ils protestaient contre la diminution continuelle de leurs effectifs qui rend leurs conditions de travail très difficiles et met en cause leur efficacité. « Au niveau de l'unité du Val-d'Oise, qui compte 108 agents actuellement, nous avons perdu 16 postes en à peine six ans », déclarait une militante CGT au *Parisien*. En Ile-de-France, 49 postes doivent être supprimés, 10 d'entre eux étant affectés par la direction du ministère aux services chargés de traquer le « travail illégal », et de s'occuper

des travailleurs détachés.

Cette politique de réduction des effectifs est prévue pour durer : seuls 28 postes sont ouverts au concours sur le pays cette année. Cela ne compensera aucunement les départs naturels, et encore moins la surcharge de travail existante. Les agents de l'inspection du travail sont aux premières loges pour constater, à leur grand dam, qu'il y a de moins en moins de contrôles dans les entreprises. Pour accompagner la réduction des effectifs (20 % perdus en sept ans),

la direction prévoit d'adapter les postes au nombre d'agents. Cela entraînera une baisse des contrôles, en particulier sur demande d'un salarié, de moins en moins d'accueil physique des salariés, accueil remplacé par la mise en place d'un numéro de téléphone unique pour tout le pays. Chacun sait combien ce système est efficace pour à la fois supprimer des postes et... décourager les appels.

Une journée de mobilisation des agents du ministère du Travail est prévue sur tout le pays le 18 mai pour dénoncer la baisse inquiétante de leurs effectifs, notamment à l'inspection du travail.

Correspondant LO

Médecine du travail : un praticien harcelé

Un ancien médecin du travail, Dominique Huez, est harcelé par une entreprise sous-traitante du nucléaire pour avoir tout simplement fait le lien entre l'état de santé d'un salarié et les conditions de travail imposées à celui-ci.

Après une plainte de la société Orys, entreprise de maintenance nucléaire, ayant eu un marché sur le site de la centrale de Chinon, le conseil de l'Ordre des médecins avait condamné Dominique Huez à 1000 euros d'indemnités de procédure. L'Ordre prétend en effet que le certificat rédigé excédait les seules constatations médicales. L'entreprise, qui affiche 80 millions de chiffre d'affaires, se livrant à un véritable harcèlement, a fait immobiliser par un

huissier le véhicule du médecin et bloquer son compte bancaire, à seule fin de récupérer les 1000 euros en question.

Comme lui, de nombreux médecins du travail, généralistes et psychiatres voient leur diagnostic remis en cause dès lors qu'il lie la maladie avec les conditions de travail du malade ! Et dans 90 % des cas, selon le comité de soutien à Dominique Huez, l'Ordre des médecins, organisme conservateur s'il en est, sanctionne

le praticien mis en cause par une entreprise.

La ministre de la Santé, alertée à de multiples reprises, n'a pas donné signe de vie. La médecine préventive, en particulier sur les lieux de travail, ne semble pas la première de ses préoccupations. Pourtant c'est la médecine du travail qui est à nouveau visée dans cette affaire choquante.

Le docteur Huez a dû établir un recours devant le Conseil d'État, et il est soutenu par un comité qui a notamment appelé à un rassemblement le 4 mai à Montbazou dans l'Indre-et-Loire, secteur où la ministre avait été élue.

V.L.

Marchands de canons : sur le pont

Alors que les États-Unis ont dépêché une flotte vers la Corée du Nord, que les revendications territoriales s'exacerbent en mer de Chine, que chacun équipe ses navires de guerre dans la région, le porte-hélicoptères Mistral, dernier cri de la marine française, est arrivé au Japon le 29 avril. Il vient participer à des manœuvres conjointes des marines des alliés des États-Unis dans cette zone sous tension.

Le Mistral a fait ses tristes preuves lors de l'intervention en Libye, deux

exemplaires en furent vendus puis repris à la Russie pour finir dans la marine égyptienne. Attirés par l'odeur de la guerre, les marchands de canons proposent leur matériel en Asie et la marine nationale est chargée de la parade.

En cas de vente, on ne sait qui serait menacé ou exterminé par ces navires, mais on sait bien où aboutiraient les bénéfices : dans les coffres patriotiques des marchands de canons français.

P.G.

Brochures de Lutte ouvrière

La Réunion : histoire d'une île et de ses travailleurs (nouvelle édition augmentée). 8 euros

La guerre d'Algérie : choix de textes de Voix ouvrière 1957-1965. 10 euros

Mai-juin 68 : histoire et leçons d'une explosion sociale. 8 euros

1936 : le sursaut du monde ouvrier. 6 euros

Portugal - la révolution des œillets (1974-1979). 8 euros

Le passage des Pyrénées, Antonio Mateu. 5 euros

La grève Renault, 25 avril-16 mai 1947 Pierre Bois. 3 euros

Chausson 1992-1995 : histoire d'une lutte ouvrière. 4 euros

La grève générale aux Antilles, janvier-mars 2009 Combat ouvrier. 3 euros

Chants révolutionnaires et contestataires (nouvelle édition). 7 euros

Merci d'envoyer la commande accompagnée d'un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière.

Les frais de port sont de 1 euro pour une brochure, 2 euros pour deux ou trois brochures, franco de port au-delà.

Lutte ouvrière BP 20029 - 93501 Pantin CEDEX

Turquie : un régime toujours plus autoritaire



Le 1^{er} mai en Turquie, les forces de répression ont encore une fois tout fait pour empêcher le déroulement des manifestations.

Parmi ceux qui ont néanmoins tenté de se rassembler lors de la journée internationale des travailleurs, plus de 2 000 ont été arrêtés. Ceux qui tentaient d'atteindre la place Taksim d'Istanbul en hommage aux manifestants tués sur cette même place il y a 40 ans, le 1^{er} mai 1977, en ont été violemment chassés.

L'envoi de la police contre les manifestants du 1^{er} mai est réitéré chaque année, mais cette année il s'inscrit dans la logique autoritaire adoptée par le président turc Erdogan depuis le coup d'État manqué de juillet 2016. Au référendum du 16 avril dernier sur la réforme constitutionnelle, sa victoire avec 51,3 % de « oui » a été en fait d'autant plus courte qu'elle a comporté bien des irrégularités. 2 600 bureaux de vote ont eu davantage de votants que d'inscrits, 10 000 procès-verbaux ont été dûment falsifiés et des urnes probablement bourrées. 3 000 élus et militants du parti d'opposition

pro-kurde HDP ont été arrêtés et détenus pendant la campagne, sans oublier les députés de ce parti, dont son leader Selahattin Demirtas, qui sont emprisonnés depuis des mois.

Erdogan vient aussi de publier un décret mettant purement et simplement fin aux fonctions – et au salaire – de 4 000 fonctionnaires, dont une centaine de pilotes et 500 universitaires. Dans la foulée, il a aussi interdit la diffusion des émissions de rencontres amoureuses, populaires mais jugées contraires aux bonnes mœurs selon les critères religieux et conservateurs d'Erdogan. Il a aussi bloqué l'accès à l'encyclopédie en ligne Wikipédia, dont les articles ne lui semblaient pas assez favorables.

Erdogan a aussi organisé sa réintégration officielle au sein de son parti, l'AKP, alors que la précédente Constitution ne lui permettait pas de diriger à la fois ce parti et le pays. D'ici fin mai, un congrès extraordinaire de l'AKP devrait se conclure par l'élection d'Erdogan à sa tête. Majoritaire à l'Assemblée nationale, le parti pourra désigner à sa convenance la moitié des magistrats, l'autre moitié ayant

été nommée directement ou indirectement par Erdogan qui a désormais pris le contrôle de l'organisme qui les chapeaute.

Depuis juillet 2016, l'état d'urgence est toujours en place et Erdogan justifie ses mesures par la nécessité de maintenir la pression contre ceux qui, selon lui, ont été les instigateurs de la tentative de coup d'État de juillet, les membres de la confrérie Gülen. Depuis lors, 47 000 personnes ont été arrêtées dont beaucoup demeurent emprisonnées ; 9 000 policiers accusés d'être des « gülenistes » viennent encore d'être limogés.

Enfin, Erdogan a tenté une fois de plus de faire vibrer la corde nationaliste, en apostrophant les dirigeants européens au sujet des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, bloquées depuis des années. Il tente sans doute ainsi de retrouver une partie de sa popularité perdue. Mais alors que l'ensemble de la population constate une dégradation profonde de la situation économique qui vient s'ajouter à l'autoritarisme du pouvoir, le procédé est sans doute un peu trop gros pour réussir.

Viviane Lafont

Migrants : hécatombe en Méditerranée

Le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés a publié le chiffre des réfugiés morts ou disparus en Méditerranée centrale depuis le début de l'année. Ils sont estimés à 1 073. En 2016, à la même époque, les chiffres s'établissaient à 835.

Selon l'Unicef, quelque 150 enfants font partie des morts ou des disparus en Méditerranée, un chiffre probablement sous-estimé, beaucoup de mineurs voyageant seuls sans que leur mort soit déclarée.

Le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants tentant

la traversée vers l'Italie ne cesse d'augmenter ; ainsi, celui des réfugiés arrivés en Italie depuis janvier est en hausse de 45 %. Les autorités italiennes, avec la complicité des États de l'Union européenne, cherchent à intercepter un maximum d'embarcations en Méditerranée pour les reconduire en Libye. Le pays est devenu un des principaux points de passage depuis que la route des Balkans s'est refermée pour les migrants à grands renforts de barbelés et de surveillance policière. En Libye, les réfugiés sont

parqués dans des camps, livrés aux violences et au racket.

Le décompte des morts en Méditerranée est estimé régulièrement et publié dans la presse comme une litanie ; cette macabre comptabilité, approximative, met en accusation l'Union européenne. La France est tout aussi complice de ce crime, elle qui est incapable de reconnaître le droit de circulation et d'installation aux populations qui fuient la guerre et la misère.

Boris Savin

Femmes en Arabie saoudite : l'ONU renforce les barreaux

Le 22 avril dernier, 47 des 54 membres du Conseil économique et social de l'ONU ont approuvé l'entrée de l'Arabie saoudite au sein de la Commission de la condition des femmes des Nations unies. Le vote s'est fait à bulletin secret, mais plusieurs pays européens dont la Belgique ont voté pour.

En Arabie saoudite, les femmes, privées de toute liberté, sont traitées comme des mineures à vie. Elles doivent avoir la permission d'un mâle de la famille pour ouvrir un compte en banque, détenir un passeport, sortir du domicile ou se soigner. Cette monarchie intégriste d'un autre âge va pouvoir participer à partir de 2018 à un organisme censé promouvoir l'égalité des sexes et

l'autonomie des femmes.

Immédiatement, des femmes d'Arabie saoudite, en lutte contre la dictature quotidienne, ont dénoncé cette décision qui va conforter ce régime patriarcal où la misogynie a force de loi.

Par cette nouvelle insulte pour la moitié de l'humanité, la décision de l'ONU démontre une fois de plus toute l'hypocrisie de cette institution. Elle a toujours servi de feuille de vigne aux grandes puissances, justifiant leurs rapines au nom de grandes déclarations sur les droits de l'homme. En montrant tout son mépris pour les droits humains les plus élémentaires, l'ONU en fait une nouvelle fois la démonstration.

Gilles Boti

Yémen : les massacreurs humanitaires



De nombreuses habitations complètement détruites aux alentours de Sanaa, la capitale.

Vendredi 21 avril se tenait à Paris un colloque sur la paix et l'aide humanitaire au Yémen. Il était organisé par le gouvernement yéménite et le Centre du roi Salman d'Arabie saoudite pour le secours et l'aide humanitaire.

Le roi d'Arabie saoudite se permet de parler de bonnes œuvres alors que depuis deux ans, sous couvert de lutte contre les rebelles houthistes soutenus par l'Iran, il bombarde et massacre au Yémen, avec l'aide et l'approbation des grandes

puissances, dont la France.

Cette intervention au service de l'ordre impérialiste a tué plus de 10 000 civils sous les bombes, a détruit des quartiers entiers et mis hors d'état de fonctionner la moitié des centres de santé. De plus, 17 millions de personnes, la moitié de la population, sont menacées par la famine.

Face à ce bilan, le demi-milliard d'aide humanitaire apportée par le Centre du roi Salman n'est qu'une hypocrisie raffinée.

Vincent Gelas

Mali: corruption, grèves et état d'urgence

Le président du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, a été mis en place par la France dans la foulée de son intervention militaire. L'armée française est toujours présente, soi-disant pour lutter contre le terrorisme mais surtout pour maintenir le pays dans l'orbite de l'impérialisme français. C'est la corruption du précédent président, Amadou Toumani Touré, renversé en 2012, qui avait ouvert à cette époque la voie à l'invasion des groupes djihadistes dans le nord du pays. Le régime actuel se révèle aussi pourri, comme le dénoncent nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) dans leur journal *Le pouvoir aux travailleurs*.

« Pour la quatrième fois depuis son arrivée au pouvoir en 2013, le président malien Ibrahim Boubacar Keïta change de Premier ministre. Depuis le 8 avril dernier, c'est Abdoulaye Idrissa Maïga, ministre de la Défense dans le précédent gouvernement, qui remplace Modibo Keïta à la tête du gouvernement. Une des particularités de la nouvelle équipe est le nombre pléthorique de 36 ministres, c'est-à-dire autant de « portefeuilles » pour satisfaire de gros appétits. Le président malien a déjà un sobriquet qui lui colle bien : « Monsieur ma famille d'abord » Il faut croire qu'il a encore agrandi sa famille pour mieux vider les caisses de l'État !

Depuis plusieurs mois, le régime est confronté à une série de grèves dans la fonction publique. Ce sont les magistrats qui ont commencé à cesser le travail en janvier 2017. Suite au refus du gouvernement de répondre favorablement à leurs

revendications, leur grève de « sept jours ouvrables » s'est transformée en « grève illimitée ». Par la suite le mouvement s'est étendu à d'autres secteurs de la fonction publique : les inspecteurs du travail, les employés du ministère des Affaires étrangères, ceux des collectivités territoriales, ceux des hôpitaux publics et tout dernièrement dans l'Éducation nationale.

Tous, malgré la diversité de leur statut et de leur corps de métier, réclament une amélioration de leurs conditions de travail et d'existence : versement de primes, changement de grille de salaires, intégration dans le statut de fonctionnaire de ceux qui sont restés jusqu'ici simples vacataires, remplacement de matériel de travail vétuste, etc.

Le nouveau Premier ministre, auréolé de son ancien poste de ministre de la Défense, croyait qu'il allait faire peur aux grévistes en montrant ses gros bras, mais



il n'a pas réussi à intimider grand monde. Ce n'est que le 16 avril, au bout de 11 heures de négociations entre les syndicats de la Santé et le nouveau gouvernement, que les employés des hôpitaux publics ont décidé de mettre fin à leur grève de 38 jours, la plus grosse grève du secteur hospitalier depuis trente ans. Voici ce qu'a déclaré un responsable du syndicat après cette négociation : « Sur les neuf points, nous avons obtenu huit points d'accord et un point d'accord partiel. Nous avons demandé une augmentation de la prime de fonction spéciale, nous avons reçu 100 % de l'existante. Concernant l'intégration des contractuels, le principe est déjà acquis. »

Quant au mot d'ordre de grève des enseignants,

il est maintenu car jusqu'à présent ils n'ont pas obtenu satisfaction. Les élèves et les étudiants sont inquiets de vivre une année blanche ; ils commencent à montrer des signes d'agitation et demandent au gouvernement et aux enseignants de se mettre autour d'une table pour négocier.

Pour le moment, le gouvernement semble avoir choisi de faire la sourde oreille et de rouler des mécaniques. Il a déclaré l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire pour une durée de dix jours à compter du 19 avril. Officiellement, c'est pour faire face à la menace terroriste, mais personne n'est dupe pour croire que cela va intimider des djihadistes fanatisés. En vérité, l'instauration de l'état d'urgence dans une

grande ville comme Bamako est surtout destiné à intimider la population. Au nom d'une prétendue sécurité publique, le gouvernement va interdire par exemple toute manifestation, attroupe-ment ou occupation de lieux publics. Il s'apprête probablement à réquisitionner les enseignants pour les obliger à travailler sous peine de poursuite pénale.

Dans le passé, les employés de l'administration, les enseignants et les étudiants ont su mener des luttes, y compris sous la dictature sanginaire de Moussa Traoré. Si le président Ibrahim Boubacar Keïta veut jouer les gros bras avec eux, il aura peut-être des surprises comme l'ancien dictateur. »

Le pouvoir aux travailleurs

Afghanistan : une guerre sans fin

Un attentat revendiqué par Daech a visé, mercredi 3 mai, un convoi de troupes étrangères dans le centre de Kaboul, faisant huit morts et une vingtaine de blessés.

Le 21 avril, au moins 140 jeunes recrues de l'armée afghane avaient été tuées dans une attaque revendiquée par les talibans sur une base militaire près de Mazar-e-Charif, dans le nord du pays.

Trois jours plus tard, le 24 avril, une base américaine était attaquée à la voiture piégée dans l'est de l'Afghanistan, le jour même où le secrétaire américain à la Défense James Mattis arrivait en visite à Kaboul.

Seize ans après le début des opérations militaires

conduites par les États-Unis en Afghanistan, auxquelles l'armée française a pris part, et six ans après l'exécution de Ben Laden, ces attentats montrent que cette guerre n'a fait qu'alimenter le chaos dans un conflit interminable.

Obama, contrairement à ses promesses électorales, a ralenti le retrait des troupes américaines d'Afghanistan. En janvier dernier, il a renvoyé au combat des troupes de marines dans l'est du pays, juste avant de passer le flambeau à Trump,

qui est bien décidé à poursuivre cette politique.

L'attaque de la base militaire afghane le 21 avril est d'ailleurs survenue une semaine après que les États-Unis ont largué sur le pays leur plus puissante bombe non-nucléaire contre des positions de l'État islamique. « Je suis tellement fier de nos militaires. C'est un nouveau succès », s'est réjoui Trump. Cette jubilation du président des États-Unis ne peut pas masquer le fait qu'en Afghanistan, comme dans tout le Moyen-Orient, la « guerre contre le terrorisme » menée par les grandes puissances ne fait qu'attiser les flammes et entretenir la barbarie.

B. S.

États-Unis : Trump s'attaque aux cantines scolaires

C'est tout juste la semaine dernière que le ministre de l'Agriculture choisi par Trump a été confirmé par le Congrès. Ce monsieur Perdue, ancien gouverneur de Géorgie, a immédiatement signé un décret qui bat en brèche la loi adoptée sous Obama réglementant les repas servis aux enfants dans les écoles, ainsi que ce qui peut y être vendu dans les distributeurs automatiques. Cette loi visait à lutter contre l'obésité qui touche un tiers des enfants, en augmentant la quantité de fruits, de légumes et de céréales et en réduisant les quantités de sucre, de sel, de graisses, dans les cantines scolaires.

L'argument démagogique mis en avant pour contrer la loi, c'est que les enfants ne mangent pas ces nouveaux

plats et préfèrent les repas gras et sucrés.

En réalité, ces repas plus sains coûtent plus cher aux écoles, plus d'un milliard de dollars sur l'année. Celles-ci auront donc désormais le droit de demander des dérogations, malgré les protestations de plusieurs associations. Le président de l'une d'elles s'indigne : « On sait bien que le président adore les Big Mac, mais ce n'est pas une raison pour que McDonald's règne sur les cantines des écoles. »

Trump, qui depuis cent jours a dû en rabattre beaucoup sur ses prétentions, réussira peut-être son coup contre les cantines scolaires et les 31 millions d'enfants qui y ont recours.

Dominique Chablis

Argentine : il y a 40 ans, le 30 avril 1977, les Mères de la place de Mai contre la dictature

Le 30 avril 1977, il y a quarante ans, en Argentine, celles qu'on allait désormais appeler les Mères de la place de Mai, organisaient leur première ronde. Face au palais présidentiel de Buenos Aires, la Maison rose, elles exigeaient de la junte militaire au pouvoir des nouvelles de leurs enfants, militantes et militants emprisonnés par l'armée. Depuis, elles sont devenues grands-mères, mais elles n'ont jamais cessé de marcher chaque jeudi à 15 h 30.

En même temps qu'elles lançaient cette première protestation, les Mères demandèrent au chef de la junte, le général d'infanterie Jorge Videla, un rendez-vous qu'il déclina. Qu'elles osent se manifester en pleine dictature militaire les fit désigner un temps comme les « folles de la place de Mai ». Les premières dirigeantes de ce mouvement, notamment Azucena Villaflor, furent assassinées, victimes d'un militaire infiltré, Astiz, qui allait y gagner le sinistre surnom d'« Ange de la mort ». La constance et la ténacité des Mères finit par attirer le respect.

Le 24 mars 1976, l'armée argentine avait mis fin à un gouvernement civil jugé par elle incapable de ramener l'ordre dans une société agitée alors par la contestation ouvrière contre le patronat mais aussi contre les bureaucraties syndicales, les guérillas péronistes ou castristes et le militarisme de toute une jeunesse attirée par le marxisme et les idées révolutionnaires.

Depuis, la répression battait son plein. L'armée arrêtait, emprisonnait, torturait et éliminait les militants ouvriers, qui allaient représenter 30 % des victimes de la répression, ainsi que les militants d'extrême gauche.

Mais cette guerre sanglante contre ce que les militaires appelaient indistinctement la « subversion marxiste » était dissimulée. Les familles n'avaient aucunes nouvelles de ceux qui étaient arrêtés. La police n'était pas forcément informée par l'armée et savoir où étaient les emprisonnés était quasi impossible. C'est ce qui conduisit un groupe de parents à se regrouper pour connaître la vérité. Ces femmes et ces hommes, qui en général n'avaient pas d'engagement antérieur, allaient ainsi se lancer dans une action qui n'a jamais vraiment cessé depuis.

En tentant de leur répondre dans une intervention télévisée, le général Videla, involontairement, mit un nom sur les victimes de la répression : « les disparus ». Il ne niait pas



Les premières Mères de la place de Mai; Azucena Villaflor à gauche du portrait intitulé Cortinas.

que des militants avaient été arrêtés mais, selon lui, ils avaient été relâchés et avaient disparu... On parle de 30 000 disparus.

Le pays se couvrit de centaines de lieux de détention. Certains étaient des camps militaires comme l'École de la marine, l'Esmar, dirigée par l'amiral Massera, ou le camp de Mai, dirigé par Videla lui-même, mais c'était aussi parfois de simples villas. Dans tout le pays, l'armée arrêtait, regroupait les militants pour leur arracher des informations puis les éliminait. Dans la capitale, par exemple, on annonçait aux détenus leur transfert. On les droguait puis on les jetait depuis un avion dans le rio de la Plata, qui finit dans l'océan Atlantique. L'armée espérait

qu'ainsi les cadavres disparaîtraient sans laisser de trace, mais parfois on retrouvait des corps sur la rive...

Les jeunes femmes enceintes avaient un sursis. On les laissait accoucher avant de les tuer. Quelque 500 bébés furent ainsi mis au monde en détention et ensuite adoptés par des couples en mal d'enfants dans l'armée, la police mais aussi dans la bourgeoisie.

Cela offrit un autre champ d'action aux Mères qui partirent à la recherche de leurs petits-enfants. Là encore, elles furent tenaces et, involontairement, aidées par la justice. Après la dictature, les politiciens, radicaux comme péronistes, avaient finalement mis en place deux lois pour

exonérer l'armée de ses crimes. Mais les juristes oublièrent la question des enfants adoptés et on pouvait toujours poursuivre les militaires pour vol d'enfants. À ce jour, en jouant les détectives et en utilisant les ressources de l'analyse d'ADN, les Mères, devenues grands-mères, ont retrouvé le quart de ces bébés.

Ce fut un choc supplémentaire pour la société argentine quand certains découvrirent, parfois à près de 40 ans, que leurs parents étaient les complices des assassins de leurs vrais parents. Cette quête continue toujours. Loin d'être folles, ces femmes de la place de Mai ont donné une leçon de courage.

Jacques Fontenoy

États-Unis, Corée du Nord : Trump, gendarme du monde

Le 9 avril, juste après avoir fait bombarder la Syrie, le gouvernement américain avait annoncé que son porte-avions *Carl Vinson* était envoyé, avec toute son escadre, en direction de la Corée du Nord. Il s'agissait de menacer le gouvernement de Pyongyang qui prépare de nouveaux essais nucléaires.

À peine quelques jours plus tard, une photo de la marine américaine montrait que le fameux porte-avions était en réalité en Indonésie. La diplomatie américaine avait dû reconnaître que son président avait une nouvelle fois parlé trop vite.

Mais au-delà des fanfaronnades, coups de bluff ou âneries de Trump, les États-Unis ont décidé d'accroître la pression sur le gouvernement nord-coréen. Le porte-avions a finalement bien fait route vers la Corée

du Nord, un bouclier antimissiles dirigé contre ce pays vient d'être rendu opérationnel en Corée du Sud et les menaces de Trump d'une intervention militaire directe des États-Unis n'ont pas cessé.

Ce n'est pas la dictature nord-coréenne en elle-même qui gêne l'impérialisme américain. Il a soutenu et soutient des dictatures au moins aussi féroces partout dans le monde. Mais il ne tolère pas que le régime de Pyongyang lui tienne tête. Depuis

plus de 65 ans, les États-Unis ont imposé à ce petit pays un embargo terrible qui l'a presque totalement coupé des échanges économiques mondiaux. La victime en a été la population nord-coréenne, pas la dictature qui pèse sur elle.

Aujourd'hui, l'agressivité redoublée des États-Unis est liée aux tensions économiques qui existent entre cette grande puissance et la Chine, qui est une des seules puissances régionales avec qui la Corée du Nord peut un peu encore commercer. En visant la Corée du Nord, les États-Unis visent aussi la Chine.

Et puis, il y a les essais nucléaires. Pour une dictature militaire comme celle de Corée du Nord, la course aux armements apparaît comme une garantie face

aux grandes puissances et une justification des privations qu'elle impose à la population. Mais en retour, et à une tout autre échelle, cela pousse l'impérialisme américain à réagir.

Cela a pu se limiter à des déclarations dans le passé. Mais, au-delà des gesticulations actuelles, jusqu'où Trump est-il prêt à aller ? L'État américain envisage-t-il réellement une intervention militaire ? Après avoir fait plusieurs déclarations menaçantes, il a semblé baisser d'un ton en déclarant lundi premier mai qu'il serait « honoré » de pouvoir rencontrer Kim Jong-un, le dictateur nord-coréen. Le pouvoir américain cherche-t-il réellement à ouvrir une porte à la négociation ? Et quelle attitude aurait-il si de

telles négociations s'engageaient ? Elles seraient sans doute un cadre pour soumettre la Corée du Nord aux volontés américaines.

Il est impossible de prévoir ce qui peut arriver. Car au-delà des intentions des États-Unis, il y a aussi les dérapages qu'une situation tendue peut provoquer.

En 2003, la volonté d'en finir avec la dictature irakienne de Saddam Hussein, qui ne se soumettait pas assez à leurs yeux, a amené la puissance américaine à lancer une opération militaire qui a bouleversé tout le Moyen-Orient et engendré un chaos qui, depuis, n'a cessé de se répandre. Voilà ce qui peut menacer la Corée du Nord et toute la région qui l'entoure.

Pierre Royan

Printemps 1917 : le début de la révolte contre la guerre

Lors du déclenchement de la guerre en août 1914, le ralliement des principaux dirigeants socialistes à leur bourgeoisie et à la guerre avait laissé les travailleurs les plus conscients sans aucune perspective. Abandonnés et désorientés, ils rejoignirent leurs casernes et le front les uns après les autres. La guerre permit simultanément aux États de renforcer considérablement leurs moyens de propagande, de censure et de répression contre leurs propres soldats.

Il s'agissait également d'éliminer toute menace venant du mouvement ouvrier. En France, dès le début de la guerre, l'État fusilla plusieurs centaines de soldats à titre d'« exemple » après des procès expéditifs. D'autres, aussi nombreux, qui refusaient d'avancer, furent abattus durant les assauts par les officiers. L'utilisation de la contrainte, de la terreur de la hiérarchie et de la justice militaire demeura indispensable aux états-majors pour maintenir les hommes dans l'obéissance.

Les fraternisations

Une fois passés les premiers mois de combat et l'espoir de voir la guerre s'achever rapidement, on observa des gestes de sympathie et d'humanité entre combattants sur tous les fronts. Des cigarettes ou des vivres étaient échangés et même des parties de football organisées. Une brasserie fut ouverte pour les soldats des deux côtés du no man's land ! À plusieurs reprises, il y eut même de véritables scènes de fraternisation dès que la pression des états-majors se relâchait, notamment à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Tous les états-majors réprimèrent violemment ces initiatives ou dispersèrent les hommes qui composaient les unités impliquées. Le philosophe Alain, alors artilleur, rapporte : « On voyait quelquefois dans les lunettes de l'artillerie les guetteurs de l'infanterie s'asseoir sur les parapets et engager une conversation d'une tranchée à l'autre. L'ordre était de commencer aussitôt le bombardement. » C'est aussi dans le but de briser les liens naissants entre combattants de part et d'autre de la ligne de front que les chefs maintenaient, à l'arrière comme dans les premières lignes, une activité permanente ou des « coups de main » sans objectifs militaires réels.

Ainsi, sans parler la même langue, bien des hommes se comprenaient : ils avaient de plus en plus conscience de mourir pour les capitalistes et les « gros » de l'arrière et de n'être en somme que des PCDF, des « pauvres couillons du front ».

Grèves ouvrières et mutineries

En Russie, la désagrégation de l'armée, combinée à l'agitation ouvrière dans la capitale Petrograd,



Soldats insurgés de la Courtine. Sur la banderole : « En avant pour la paix du monde entier ».

déboucha sur la révolution, renversant l'autocratie tsariste en février-mars 1917. L'ensemble des classes dirigeantes ressentit la menace. Au printemps 1917, dans la plupart des pays belligérants, le prolétariat commençait à relever la tête : ce furent les grèves des « cousettes » et des « munitionnettes », puis de tout le secteur de l'armement en France, le blocage des industries de guerre à Berlin, le soulèvement des ouvriers turinois au cours de l'été, les émeutes de la faim en Autriche-Hongrie.

C'est dans ce contexte, et tandis que l'introduction de la conscription au Canada comme aux États-Unis provoquait de véritables émeutes et des désertions en masse, que l'armée française fut touchée par une vague de contestation débouchant sur de véritables mutineries, des « grèves aux armées » comme le disaient souvent les soldats.

Elles éclatèrent au lendemain de l'échec de la sanglante offensive du 16 avril, lancée par le général Nivelle sur la ligne du Chemin des Dames, qui

avait entraîné en quelques jours la perte de plus de 200 000 hommes. Impliquant les deux tiers des unités de l'armée française sous une forme ou sous une autre et des dizaines de milliers de soldats, elles se prolongèrent pendant plusieurs mois. L'agitation gagna certaines villes, notamment autour des gares où arrivaient et repartaient les trains de permissionnaires, faisant craindre aux autorités une « contagion » générale. Pour la première fois depuis 1914, le chant de l'Internationale se faisait de nouveau entendre.

Dans la plupart des cas, le commandement ne disposait pas de troupes suffisamment fiables pour réprimer ces mutineries par la force armée. Il dispersa d'abord les unités, en détacha les soldats les plus suspects avant que la justice militaire ne s'abatte. Sous l'impulsion du général Pétain, 530 condamnations à mort ou à perpétuité furent prononcées entre le 1^{er} mai et le 30 septembre 1917. Plus de deux mille soldats allaient être déportés dans les colonies.

Vent de révolte dans les armées

Vingt mille soldats avaient été expédiés par le tsar Nicolas II en France en 1916 en échange de matériel de guerre. Rejetant l'autorité de leurs officiers et le vieil ordre social qu'ils représentaient, ils avaient formé des soviets sur le front français au lendemain de la Révolution de février, manifesté le 1^{er} mai de leur calendrier en conspuant leur commandement. Ils furent déportés vers le Camp de La Courtine, dans la Creuse, où ils furent réprimés à coups de canons et de mitrailleuses trois mois plus tard. Leur reddition mobilisa près de dix mille soldats.

Au cours de ce même

mois de septembre, les soldats britanniques stationnant dans le camp d'Étappes, au sud de Boulogne-sur-Mer, se soulevèrent six jours durant. La discipline tyrannique imposée par les officiers et la police militaire de ce camp d'entraînement avait mis le feu aux poudres, mais le refus des offensives meurtrières dans lesquelles ces soldats étaient continuellement lancés en constituait le ressort. La répression fut là encore sans pitié. D'autres unités britanniques, dont certaines troupes coloniales, connurent à leur tour de tels mouvements : ils furent impitoyablement brisés.

Il en alla de même en Allemagne, où la révolte des équipages de la flotte à l'été 1917 exprimait la volonté d'une fraction des troupes d'en finir avec la guerre. Et c'est ce même sentiment qui animait les soldats de l'armée italienne au lendemain de la défaite de Caporetto à l'automne 1917. 300 000 d'entre eux se rendirent, la plupart sans combattre, tandis que 300 000 autres entamèrent une marche pour rentrer chez eux. Le commandement parvint à reprendre les choses en main de la façon la plus brutale, n'hésitant pas à pratiquer la décapitation de certaines unités (en fusillant littéralement un homme sur dix).

Ainsi, en cette année 1917, au moment où le prolétariat russe accomplissait une révolution victorieuse, la montée des grèves et la multiplication des mutineries annonçaient une montée révolutionnaire qui, à des degrés divers, allait toucher tous les pays belligérants. À la fin de la guerre, cette vague révolutionnaire allait menacer la domination de la bourgeoisie sur l'ensemble du continent européen.

Pierre Delage

CHANSON DE CRAONNE

par Raymond LEFEBVRE et Paul VAILLANT-COUTURIER

Quand au bout d'égards de la fin de la guerre...
 - chés nos fils de la - est qui nous comprend le fin de la guerre...
 C'est bien fini car on a dit adieu aux jours de la guerre...
 Le cœur bien gros comme dans un sanglot on dit adieu au civ' lot...
 - me dans les bras de nos soldats...
REFRAIN
 Adieu la vie, adieu l'amour,
 Adieu toutes les femmes,
 C'est pas fini, c'est pour toujours
 De cette guerre infâme,
 C'est à Craonne, sur le plateau,
 Qu'on doit laisser not' peau
 Car nous sommes tous condamnés
 C'est nous les sacrifiés...

Chanson d'auteur anonyme recueillie par R. Lefèvre et Vaillant-Couturier
 Elle se chante sur l'air de *Bonsoir M'amour* (J.Sablon)
 Elle a circulé en 1917

Quand au bout de huit jours, le repos terminé
 On va reprendre les tranchées.
 Notre place est si utile
 Que sans nous on prend la ville
 Mais c'est bien fini on en a assez
 Personne ne veut plus marcher
 Et le cœur bien gros comme dans un sanglot
 on dit adieu au civ' lot
 Même sans tambour même sans trompette
 On s'en va là-haut en baissant la tête

Mille ans à Bouhet

le Chemin des Dames

Guyane : la grève à EDF et à l'hôpital continue

Bien que la grève générale et les barrages routiers aient été levés, depuis plus d'une semaine, les grévistes de l'EDF et du centre hospitalier de Cayenne poursuivent la lutte. Ils en sont à leur sixième semaine de grève.

Les agents hospitaliers luttent pour des embauches et pour l'obtention des moyens élémentaires qui manquent à l'hôpital de Cayenne. Les 60 millions obtenus dans le cadre de l'accord d'urgence lors du mouvement général ne pourront être utilisés pour cela puisqu'ils ne servent qu'à rembourser les dettes de l'hôpital aux fournisseurs.

La détermination des grévistes commence à faire bouger quelques élus et dirigeants de la santé. C'est ainsi que, après leur marche jusqu'à la mairie de Cayenne, vendredi 28 avril, les agents hospitaliers ont été reçus par le maire et le directeur de cabinet du préfet. Ce dernier a promis d'agir en vue d'un règlement dès la formation

du nouveau gouvernement français. Le président de l'association des maires a déclaré par ailleurs qu'il organiserait une rencontre entre les élus et les acteurs du secteur de la santé.

Les dirigeants de l'Agence régionale de santé (ARS) ont donné rendez-vous à l'Union des travailleurs guyanais (UTG) santé de l'hôpital mercredi 3 mai.

Samedi 29 avril au soir, les grévistes ont appelé la population à une rencontre sur leur piquet de grève. Plus de 200 personnes ont répondu à l'appel. Une saynète organisée sur l'estrade par les agents a illustré l'insécurité grandissante au sein de l'hôpital. Les employés ont expliqué dans quelles conditions désastreuses ils travaillent. Une responsable du syndicat a critiqué



Le rassemblement festif au piquet de grève des agents hospitaliers.

le fait que leurs problèmes n'ont pas été inclus dans le pôle santé du Collectif pour le décollage de la Guyane, qui dirigeait le mouvement général, ce qui était, selon elle, incohérent.

Les grévistes sont bien décidés maintenant à se battre jusqu'à satisfaction.

Ceux de l'EDF, toujours en grève, résistent aux pressions, notamment judiciaires. Suite au référé engagé par EDF-Guyane, ils sont condamnés à payer des astreintes journalières sous prétexte d'entrave à la liberté de travailler.

Ils avaient été particulièrement révoltés par deux propositions de la direction d'EDF-Guyane : à savoir la création de six emplois... sur deux ans et l'« offre » de cinq jours de grève payés sur six semaines. Ces propositions ont été jugées humiliantes par les grévistes de l'UTG-EDF-Guyane et il y a de quoi. Ils se battent toujours contre le plan d'austérité de la direction, pour des embauches immédiates et massives, pour de meilleures conditions de travail et notamment la modernisation des installations.

Très remontés par le comportement de leur directeur, ils réclament maintenant son départ.

Les travailleurs du groupement pétrolier ont mis fin à leur grève après avoir obtenu notamment un rattrapage salarial pour les employés d'une ancienneté supérieure à dix années, l'assurance qu'aucune poursuite ne serait engagée contre les grévistes, le remplacement de véhicules vétustes. La lutte a payé. Et c'est de bon augure pour les autres travailleurs en grève.

Pierre Jean-Christophe

SNCF : la direction divise, la grève rassemble

Depuis des mois l'inquiétude grandit sur le triage de Trappes, dans les Yvelines, car les attaques se succèdent. Aucun service n'est épargné par le manque d'embauches. Cela entraîne un sous-effectif chronique, des mutations bloquées comme à la manœuvre, et la mise en place d'équipes « volantes » qui augmentent la polyvalence, souvent sans compensation financière, comme dans les postes d'aiguillage.

Le 27 mars, les agents de manœuvres et les aiguilleurs s'étaient déjà organisés entre eux pour se mettre en grève. Elle avait été massivement suivie et la direction se retrouvant complètement prise de cours, 17 trains sur 24 n'avaient pas pu sortir du triage à la prise de service le lundi matin. En interpellant la direction ce jour-là,

les grévistes ont obtenu, non seulement que des embauches soient faites rapidement – il y a déjà un poste supplémentaire pourvu, mais également une revalorisation de prime liée à la polyvalence.

Forts de cette expérience, ils ont voulu remettre cela en intégrant les jockeys à leur mouvement. Les travailleurs de

cette équipe, en relation directe avec les agents de manœuvre et les aiguilleurs, rentrent et sortent les rames des ateliers de maintenance. C'est donc tous ensemble que ces équipes se sont mises en grève le 1^{er} mai à partir de 22 heures, bloquant là aussi une bonne partie des



déplacements de rames sur le triage. Le 2 mai, au rassemblement de 7 heures, il y avait une bonne majorité de ces trois équipes fières et contentes d'avoir à nouveau bloqué le triage de Trappes par leur grève. C'est tous ensemble que les grévistes ont manifesté dans les ateliers voisins,

renouant avec une tradition un peu perdue mais qui ne manquera pas de refaire surface.

Par-delà ce qui pourra être arraché à la direction, les grévistes étaient particulièrement contents de se réunir. La direction n'a cessé de tenter de nous diviser et la réforme ferroviaire, que les cheminots de Trappes comme bien d'autres ont combattue l'année dernière, aggrave encore les divisions, au sein des ateliers, des équipes et du triage. Par ces mouvements communs, les grévistes prennent conscience que tous ensemble ils sont plus forts : un gage pour les luttes à venir.

Correspondant LO

Corée du Nord : esclaves pour capitalistes

Le gouvernement nord-coréen loue quelque 50 000 travailleurs à d'autres pays, où ils travaillent dans le textile, les mines et le bâtiment. Grâce à ces accords, la Corée du Nord récupère un à deux milliards de dollars. Mais qui paye ?

En Pologne, par exemple, quelque 800 firmes américaines, européennes et asiatiques

emploient des travailleurs nord-coréens. Les patrons détiennent leurs passeports. Les horaires de travail sont particulièrement durs : 12 heures par jour, six jours par semaine. 70 % du salaire est prélevé directement par l'entreprise et reversé au gouvernement nord-coréen. Les conditions sont dangereuses ; un de ces travailleurs a été mortellement

brûlé, en 2014, parce que le patron lui avait fourni un vêtement en fibre synthétique pour faire de la soudure.

Les gouvernements occidentaux dénoncent la dictature sanglante en Corée du Nord, mais pas le quasi-esclavage par lequel des compagnies occidentales exploitent les travailleurs nord-coréens !

M.B.

Tarkett – Sedan : grève victorieuse

Dans l'usine Tarkett de Sedan, dans les Ardennes, spécialisée dans les revêtements de sol, les travailleurs ont obtenu en bonne partie satisfaction après près de deux semaines de grève, commencée le 11 avril avec un piquet d'une cinquantaine de travailleurs. Alors que la direction avait annoncé au début du mois d'avril un blocage de leurs salaires, ils ont finalement réussi à la faire plier et à lui imposer une augmentation générale

de 1,5 % avec un minimum de 40 euros, ainsi qu'une prime exceptionnelle de 1 000 euros.

Il faut dire qu'ils avaient de bons arguments : en 2016, le groupe Tarkett a réalisé 119 millions d'euros de bénéfices, en hausse de 42 % par rapport à 2015, et les actionnaires se sont augmentés de 15 % !

Eh oui, de l'argent, il y en a autant que nécessaire dans les caisses du patronat !

Correspondant LO

Whirlpool – Amiens : débrayages et blocage de l'usine

Depuis le 27 avril, les ouvriers se relaient en étant en grève une heure ou deux par jour pour tenir à plusieurs dizaines un piquet devant l'usine.

Ils ont entassé une montagne de pneus et brûlent en permanence des palettes. Ils bloquent la sortie des produits encore assemblés, ainsi que l'entrée des matières premières nécessaires à la production. Les bateaux qui transportent les uns et les autres sont, de fait, coûteusement bloqués dans le port du Havre. Dans un premier temps la direction avait manié la carotte et le bâton pour tenter de continuer à sortir la production, en ayant recours à un huissier et en proposant une prime. Aujourd'hui la production est quasiment paralysée. Une majorité de la maîtrise

elle-même ne croit plus aux mensonges du patron.

Avec l'aide du président de la région Xavier Bertrand, du maire et de l'administration Direccte, la direction cherche à faire accepter la fermeture de l'usine en alimentant l'espoir fallacieux d'un repreneur qui s'installerait sur le site et embaucherait une partie des salariés. La piste la plus sérieuse qu'ils agitent sous les yeux des ouvriers est celle d'une entreprise parisienne spécialisée dans la blanchisserie comptant en tout et pour tout 30 salariés. Elle serait éventuellement désireuse

d'étendre ses activités dans les locaux de plusieurs centaines d'hectares de l'usine.

En plus du maintien des emplois au travers d'un repreneur sérieux, les ouvriers exigent une prime extra-légale pour leur permettre de faire face à un avenir plus qu'incertain dans une région où les usines ferment les unes après les autres. Ils savent que les actionnaires de la multinationale ont engrangé de plantureux profits, qu'ils ont, selon les syndicats, perçu 40 millions d'aides de l'État au titre du CICE. Le salaire annuel du PDG du groupe, Jeff Fetting, treize millions d'euros, suffirait à lui seul



Manifestation à Amiens le 16 mars.

à maintenir les salaires et l'emploi de plus de cinq cents salariés, qu'ils soient embauchés, intérimaires ou sous-traitants.

L'ennemi des ouvriers de Whirlpool Amiens, ce ne sont pas les travailleurs polonais payé 400 euros,

ni les Ukrainiens encore plus pauvres qui viennent trouver du travail en intérim dans l'usine polonaise. Ce sont les gros actionnaires capitalistes jamais rassasiés par les profits.

Correspondant LO

General Electric Medical Systems – Buc : en grève pour 200 euros

Mardi 25 avril, lors d'une assemblée générale, plus de 80 salariés sur les 140 des ateliers de production et de réparation de l'entreprise General Electric Medical Systems (GEMS) de Buc, dans les Yvelines, ont voté la grève pour le lendemain. L'entreprise fabrique du matériel radiologique et emploie près de 1600 salariés au total, essentiellement des cadres.

Cela fait suite aux augmentations de salaires de 2017 (1,6 % en moyenne pour les non-cadres) jugées insuffisantes, aux pétitions signées par plus de 120 travailleurs des ateliers réclamant 200 euros,

et à la communication en permanence par la direction de résultats financiers colossaux.

La direction a tenté d'éviter la grève en recourant à la division: une augmentation du salaire annuel de

500 euros pour certains et une prime de 500 euros pour d'autres en production, et même, dans les secteurs de réparation, une allusion à une prime qui serait conditionnée au fait de ne plus faire cause commune avec le reste du personnel.

Le 26 avril, les 50 travailleurs présents à l'assemblée générale ont revoté la grève et élu une délégation pour les représenter. À midi, il y avait une haie d'honneur en sortie de

réfectoire lors de la distribution du tract expliquant les raisons de la grève, car aucun n'a voulu manquer cela. À l'assemblée de fin de journée, rejoints par l'équipe du soir, c'est à près de 70 que les grévistes se sont donné rendez-vous pour le lendemain.

Au deuxième jour de la grève, la délégation a rendu compte de sa rencontre avec la direction, qui s'est limitée à dire que le futur montant de la participation viendrait renforcer le pouvoir d'achat. Autant dire que cette remarque est mal passée et que tout naturellement la grève a été reconduite. Pour exprimer une nouvelle fois les revendications, les travailleurs se sont imposés à la réunion du comité d'entreprise avant de distribuer un tract le midi, avec le même enthousiasme que la veille.

Le 28 avril, 370 signatures à une pétition ont témoigné du soutien des autres salariés. Cela a conforté tout le monde d'autant que la direction a amorcé des négociations qui se sont traduites en fin de journée par 600 euros d'augmentation

du salaire annuel au lieu de 500, et 300 euros d'augmentation du salaire annuel plus 300 euros de prime au lieu d'une prime de 500 euros pour tous les autres. Le personnel de réparation reçoit une prime supplémentaire de 645 euros à la fin d'un projet de transfert d'activité.

Les grévistes ont refusé ces propositions le mardi 2 mai. La direction réplique que ce sont les dernières et qu'elle veut recourir à des salariés d'autres secteurs pour remplacer les grévistes sur une ligne de production. Les grévistes devaient discuter de cela le lendemain.

Il est déjà certain que cette grève en a étonné plus d'un. La direction d'abord, car une grève avec les lignes de production quasiment à l'arrêt, cela ne s'est pas vu dans l'entreprise depuis près de 20 ans. Les grévistes également, car si c'est la première grève pour l'immense majorité, l'enthousiasme, le fait de se retrouver tous ensemble et le sentiment d'avoir relevé la tête sont déjà appréciés comme un premier succès.

Correspondant LO

Stracel – Strasbourg : condamné quatre ans après la fermeture

La cour d'appel de Strasbourg vient de donner raison aux 90 travailleurs de la papeterie Stracel qui contestaient leur licenciement depuis la fermeture de leur entreprise.

C'est en 2013 en effet que cette filiale du groupe de papeterie finlandais UPM-Kymmene licencia 250 salariés. Son repreneur, Blue Paper, ne

rebaucha que 138 travailleurs, à des conditions très défavorables, sans ancienneté et avec des salaires très inférieurs. Quatre-vingt-dix autres décidèrent de porter l'affaire devant les tribunaux.

La décision de la cour d'appel condamne donc UPM-Kymmene à « réparer entièrement le préjudice subi ».

Les 90 salariés

devraient toucher entre 25 000 et 90 000 euros, ce qui est peu pour UPM, dont le chiffre d'affaires fin 2016 se montait à près de dix milliards d'euros, et ses bénéfices à 880 millions ! Cela ne réparera pas le préjudice subi mais cela constitue une petite revanche pour ceux qui n'ont pas laissé tomber.

Correspondant LO

ArcelorMittal – Hayange : un rapport tendancieux

Suite à la fermeture des hauts-fourneaux de Hayange, un comité de suivi avait été nommé. Son président vient de remettre son rapport au Premier ministre.

Selon Le Republicain lorrain, le rapport annonce qu'il n'y a eu aucun licenciement, juste de nouvelles affectations, des départs à la retraite et des départs volontaires. Encore un peu, et on nous disait que Mittal

est un bienfaiteur.

La réalité, c'est que plus de 400 emplois ont été perdus chez les sous-traitants, que plus de 200 intérimaires ont perdu leur travail et que ceux qui en ont retrouvé un n'ont généralement pas retrouvé un salaire équivalent. Quant aux hauts-fourneaux, après plusieurs années d'inactivité, il y a peu de chances qu'ils redémarrent.

Correspondant LO



Hauts-fourneaux de Hayange fermés en 2013.

Chantier naval – Saint-Nazaire : débrayages pour les salaires

Alors que le chantier, actuellement propriété du groupe coréen STX est en passe d'être vendu à l'italien Fincantieri, des travailleurs ont décidé de faire parler d'eux et de leurs revendications salariales.

Tout a commencé il y a trois semaines, quand la direction a annoncé que la prime d'intéressement serait de... 0 euro. Une assemblée organisée sur le temps de pause dans un des principaux ateliers, suivie par une « tournée des popotes » (un défilé dans les autres ateliers), a lancé le mouvement. Les travailleurs sont scandalisés que leurs salaires restent bloqués, alors que le chantier tourne à plein régime et est présenté comme un joyau de l'industrie française.

Depuis lors, les débrayages quotidiens d'une heure se succèdent dans les 3 équipes (matin, après-midi et nuit) et chaque

semaine un débrayage central réunit chaque fois plus de 200 travailleurs devant la direction ou devant les accès du bateau en finition. Dans un atelier décentré de l'entreprise où sont fabriquées les cabines, deux jours de grève ont eu lieu.

Des secteurs ou des équipes isolées participent aux débrayages. Le renouvellement des participants aux débrayages autour d'un noyau résolu indique la popularité des revendications de revalorisation du taux horaire et d'une prime de fin de navire.

Ce mouvement est le fruit d'une exaspération qui couve depuis longtemps chez les ouvriers de l'entreprise. Jeunes embauchés et intérimaires sont

sous-payés, avec des taux horaires en deçà du smic, parfois inférieurs à 9,30 euros (le smic horaire brut est à 9,76 euros). Les salaires gelés depuis des années et les accords de compétitivité ont profondément dégradé les conditions de travail et de rémunération des travailleurs du chantier naval.

Vendredi dernier, la direction a reçu la CGT mais elle est restée sourde aux revendications des salariés. Des assemblées ont

été prévues dans toutes les équipes mardi 2 mai pour faire le point sur la suite à donner au mouvement. Les discussions sont nombreuses et tout le monde estime que, quoi qu'il arrive, la direction ne se débarrassera pas comme ça de ce problème, d'autant que le carnet de commandes est plein et que les travailleurs ne supportent plus de voir valser les millions au-dessus de leurs têtes.

Correspondant LO



Agents municipaux – Bagnolet : mobilisation contre les attaques du maire

Au conseil municipal du 29 mars, le maire PS de Bagnolet, Tony Di Martino, a fait son « 49-3 », en faisant passer une délibération qui s'en prend directement au salaire des travailleurs de la ville.

En effet, il voudrait que la prime dépendant de la collectivité, le régime indemnitaire, soit diminuée en fonction des absences maladie. Au-dessus de dix jours de maladie, les travailleurs perdraient un trentième de prime par jour d'absence, quelle que soit la maladie et quelle que soit la durée du congé.

Lundi 18 avril, à l'appel de la CGT, des travailleurs de la ville ont débuté des débrayages quotidiens. Toute la semaine, des Atsem, des

animateurs des centres de loisirs, des agents catégories C en majorité, ont débrayé. Les chefs de service ont utilisé toutes les ficelles des patrons pour enrayer le mouvement de contestation : pressions, menaces, fausses rumeurs. Le nombre de grévistes a diminué, mais bien des agents sont restés mobilisés car la mesure ne passe pas.

La plupart des Atsem et animateurs sont payés au smic, seules les primes font augmenter le salaire. Alors

toucher est vraiment une attaque ciblée contre les travailleurs les moins payés.

Le maire montre son mépris avec sa propagande antifonctionnaires mentant sur le prétendu absentéisme des agents. Il faut dire que en même temps, il doit faire avaler à la population une augmentation des impôts locaux de 13%.

Le maire a aussi menti aux parents, en refusant de les avertir de la poursuite du mouvement et en servant durant plusieurs

jours des repas froids faute d'agents pour servir les repas aux enfants.

Mercredi 27 avril, la grève a été décidée toute la journée et Bagnolet s'est retrouvé avec toutes les cantines et les centres de loisirs fermés. Des parents ont rejoint les agents au barbecue organisé le midi, puis quand ils ont envahi l'accueil de la mairie pour faire connaître leur mouvement.

Vendredi 29 avril, une réunion était enfin prévue entre les grévistes et le maire. Celui-ci avait tenté

une nouvelle manœuvre n'acceptant pas de rencontrer toute la délégation et cherchant à la limiter à quelques représentants par syndicat. Face à ce coup ridicule, tout le monde a refusé d'y aller.

Mardi 2 mai, la mobilisation se poursuit. Les grévistes ont le sentiment de défendre le droit à la santé et leur dignité contre cette campagne qui alimente les idées réactionnaires, surtout dans ce contexte électoral.

Correspondant LO

Rennes Métropole : le Conseil d'État protège les trusts

Le groupe américain UGI Corporation est le propriétaire d'un dépôt de stockage de combustible situé à Vern-sur-Seiche, près de Rennes.

Compte tenu des risques liés à ce type de site industriel, les élus réclament la mise en conformité du site avec la loi de 2003, relative à la prévention des risques technologiques. Un arrêté préfectoral allant dans ce sens imposait, en novembre 2012, de déplacer, aux frais de l'usine, ses

postes de chargement et de déchargement pour les camions-citernes.

Le Conseil d'État vient d'annuler cette timide résolution et il reviendrait à Rennes Métropole ou à la Région de financer ces travaux importants!

Les trust pétroliers sont pourtant parmi les plus riches de la planète et auraient facilement les moyens de sécuriser leurs sites. Mais l'État ne veut rien leur imposer.

Correspondant LO

Novo Nordisk – Chartres : non au travail gratuit!

À l'usine Novo Nordisk de Chartres, qui fabrique en particulier des médicaments à base d'insuline, la direction cherchait depuis des mois à rallonger de 25 minutes la durée quotidienne de travail des ouvriers et des techniciens travaillant déjà par roulement, l'usine tournant 24 heures sur 24. Cela consistait en un « débriefing » de 10 minutes avant la prise de poste et de 15 minutes en fin de poste. Sur l'année cela représentait 14 journées non payées supplémentaires. S'y ajoutaient deux jours obligatoires de formation dans l'année.

Fin 2016, lorsque le

projet a été présenté, les syndicats FO, CGT et CFTC s'y étaient opposés. Mais profitant de l'entrée en vigueur de la loi El Khomri au 1^{er} janvier 2017, la direction est revenue à la charge, avec l'aide de la CFDT, et a organisé un référendum sur le sujet, présentant cela comme un « accord offensif » pour la pérennisation de l'entreprise... alors que celle-ci, 16^e trust pharmaceutique au monde, réalise depuis des années des résultats en hausse.

L'arnaque a consisté à faire voter tout le personnel, dont les près de 400 cadres – qui sont au forfait et pour qui

les nouveaux horaires ne changent pas grand-chose – alors que l'immense majorité des ouvriers en équipe, qui allaient être les plus touchés par le projet, ont voté contre. Sur l'ensemble du personnel 610 personnes ont ainsi voté « pour » et 356 « contre ».

Depuis peu les nouveaux horaires sont donc devenus obligatoires. Voilà comment, avec l'aide du gouvernement Hollande et d'un syndicat qui s'était fait le chantre des 35 heures avant d'accepter tous les reculs patronaux, on vole 14 jours de travail aux salariés.

Correspondant LO

Le 5 mai : un nouveau gouvernement demandé par l'impérialisme pour continuer la guerre

Un peu plus de deux mois après la révolution, le 5 mai 1917 (18 mai selon notre calendrier), un nouveau gouvernement provisoire se met en place : les ministres libéraux les plus en vue en sont écartés et cinq socialistes, appartenant à différentes organisations, rejoignent Kérénski, qui était depuis la révolution le seul « socialiste » membre du gouvernement provisoire. Les dirigeants du Soviet de Petrograd, où les bolcheviks demeurent encore minoritaires, apportent leur soutien à cette coalition. Dans *L'Histoire de la révolution russe*, Trotsky revient sur les sentiments qui animent alors les ouvriers et les soldats.

« Les masses, dans la mesure où elles ne suivaient pas encore les bolcheviks, tenaient toutes pour l'entrée des socialistes dans le gouvernement. S'il est bon qu'un Kérénski soit ministre, six Kérénski vaudront encore mieux. Les masses ne savaient pas que cela s'appelle une coalition avec la bourgeoisie, et que celle-ci voulait se dissimuler derrière les socialistes pour agir contre le peuple. À la caserne, l'on entrevoyait la coalition autrement qu'au palais Marie. Les masses voulaient, au moyen des socialistes, évincer la bourgeoisie du gouvernement. C'est ainsi que deux pressions allant en sens contraires se combinèrent un moment en une seule. (...) Pour la coalition se déclarait enfin l'armée. Un de ses délégués n'exprima pas mal, plus tard, en juin, au Congrès des soviets, l'attitude du front à l'égard du pouvoir : « Nous pensions que la plainte qui

échappa à l'armée, quand elle apprit que les socialistes ne voulaient pas entrer dans le ministère, travailler en commun avec des hommes en qui ils n'avaient pas confiance, tandis que toute l'armée était forcée de continuer à mourir avec des hommes en qui elle ne croyait pas – nous pensions que cette plainte avait été entendue à Petrograd. »

Dans cette question comme dans toutes les autres, la guerre avait une importance décisive. Les socialistes se disposaient d'abord à surseoir devant la guerre, comme devant le pouvoir, à gagner du temps. Mais la guerre n'attendait pas. Les Alliés non plus. Le front ne voulait plus attendre. »

Dans le nouveau gouvernement, les socialistes disposent de six portefeuilles sur quinze. Selon Trotsky, « ils voulaient être en minorité. Même après s'être décidés à participer ouvertement

au pouvoir, ils continuaient à jouer à qui perd gagne. Le prince Lvov restait premier ministre. Kérénski devenait ministre de la Guerre et de la Marine. Tchernov ministre de l'Agriculture. Milioukov, au poste de ministre des Affaires étrangères, fut remplacé par un fin connaisseur des ballets d'opéra, Téréchtchenko, qui devint en même temps l'homme de confiance de Kérénski et de Buchanan. (...) À la tête de la Justice fut placé l'insignifiant avocat Pérévèrev, qui obtint dans la suite une éphémère célébrité, en juillet, à l'occasion du procès des bolcheviks. Tséréteï se contenta du portefeuille des Postes et Télégraphes, afin de garder son temps pour le Comité exécutif. Skobélev, devenu ministre du Travail, promit, dans un moment de chaleur, de réduire les bénéfices des capitalistes à cent pour cent intégralement – et cette phrase vola bientôt de



Kérénski (dans la voiture) lors de sa tournée aux armées.

bouche en bouche. Pour faire symétrie, on nomma comme ministre du Commerce et de l'Industrie un très gros entrepreneur moscovite, Konovalov. Il amena avec lui quelques personnages de la Bourse de Moscou, à qui furent confiés des postes très importants dans l'État. D'ailleurs, dans les quinze jours, Konovalov donnait déjà sa démission, protestant par ce moyen contre « l'anarchie » dans l'économie générale, tandis que Skobélev, même avant lui, avait renoncé à attenter aux bénéfiques et s'occupait de lutter contre l'anarchie : il étouffait les grèves, invitant les ouvriers à se restreindre eux-mêmes. »

Les dirigeants de l'impérialisme français et anglais

avaient joué un rôle décisif dans la formation de ce gouvernement.

La tournée de Kérénski aux armées devait le confirmer : « Dès le 11 mai, Kérénski partait pour le front, ouvrant une campagne d'agitation pour l'offensive. « La vague d'enthousiasme dans l'armée grandit et s'élargit », écrivait au gouvernement provisoire le nouveau ministre de la Guerre tout haletant dans l'enivrement de ses propres discours. Le 14 mai, Kérénski édicte un ordre aux armées : « Vous irez là où vous conduirez vos chefs », et pour embellir cette perspective bien connue et peu séduisante pour les soldats, il ajoutait : « Vous porterez la paix à la pointe de vos baïonnettes » ».

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| | 6 mois | Un an | Un an |
| France, Outre-mer | 20 € | 40 € | 15 € |
| Outre-mer avion | 28 € | 56 € | 17 € |
| Reste de l'Europe | 38 € | 76 € | 20 € |
| Reste du monde | 46 € | 91 € | 24 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org



Fête de Lutte Ouvrière

Samedi 3, dimanche 4, lundi 5 juin à Presles - Val-d'Oise

Dans quatre semaines, la Fête de Lutte ouvrière se tiendra comme chaque année dans la verdure d'un parc à Presles, dans le Val-d'Oise.

La Fête aura lieu peu de temps après l'élection de celui qui, à la tête de l'État, aura la charge de défendre les intérêts de la classe capitaliste. On sera en pleine campagne des élections législatives. Lutte ouvrière y sera présente avec des candidates et

des candidats dans toutes les circonscriptions de l'Hexagone et presque toutes en Guadeloupe, Martinique (avec Combat ouvrier) et à La Réunion. À cette occasion les discussions et les échanges pourront se dérouler à loisir autour d'un café ou d'un thé oriental, sur les bancs ou

l'herbe tendre, au hasard ou à la suite d'un débat, d'un film ou d'une vidéo.

Et comme la Fête, chaque année et encore plus en cette année d'élections, est un rassemblement politique pour le monde ouvrier, Nathalie Arthaud tiendra deux meetings au grand podium, dimanche et lundi à 15 heures.

Cela permettra à la gaieté et à la fraternité

de régner pendant ces trois jours de fête, cela n'empêchera pas les enfants de jouer et déambuler librement. Prendre les idées communistes au sérieux n'est pas incompatible avec l'envie de faire la fête avec ses camarades de travail ou de lutte, ses amis et sa famille, bien au contraire. Il ne faut pas en manquer l'occasion!

Au Grand Podium

SAMEDI

La Canaille: rap engagé, rap indigné
Les Goguettes: Trio à 4 qui chante l'actualité politique avec humour
Cumbia Ya!: Cumbia colombienne endiablée

DIMANCHE

Michèle Bernard: récital tendre à l'accordéon
Volo: chansons françaises
Audrey Vernon: *Comment épouser un milliardaire?*
Bonga: chansons du Cap-Vert et d'Angola

LUNDI

Compagnie Jolie Môme: *À contre courant,* chansons contestataires théâtralisées
The Moonlight Swampers: rock

Dimanche et lundi à 15 heures Meeting avec Nathalie Arthaud



Carrousel de la Connaissance : la longue histoire de la mondialisation un spectacle audiovisuel de 45 minutes

La mondialisation, c'est l'histoire des sociétés humaines. Elle a commencé quand certains de nos lointains ancêtres, posant le pied hors d'Afrique, ont entamé le peuplement du monde entier. Elle a continué jusqu'à notre époque où, à la circulation

mondiale des hommes et des marchandises, s'est ajoutée celle des capitaux, des profits, de l'exploitation... Avec ses ravages, ses conséquences désastreuses pour des milliards d'êtres humains.

L'avenir n'est pas à un impossible retour en

arrière, au repli sur soi, au renforcement des frontières. Au contraire. Il faudra utiliser les bases matérielles créées par cette mondialisation capitaliste pour mettre sur pied, enfin, une organisation rationnelle à l'échelle de toute la planète.

Débats aux chapiteaux Karl Marx et Friedrich Engels

William Blanc, médiéviste: la légende du roi Arthur

Alice Canihac, du Gisti: la liberté de circulation et d'installation des migrants

Alain Carré, médecin du travail CGT
Catherine Coquery-Vidrovitch, auteur de nombreux livres sur l'Afrique, conseillère scientifique de l'exposition *L'Afrique des routes* au musée du quai Branly

Serge Deruette, préfacier de *L'Utopie*, de Thomas More: l'utopie, de More à nos jours.

Manuel Domergue, auteur

de *La guerre du Cameroun - L'invention de la Françafrique*

Philippe Huet, auteur de plusieurs romans sociaux qui se passent au Havre
Olivier Houdart, co-auteur de *Retour sur l'accord du participe passé et autres bizarreries de la langue française*

Rose Alpert Jersawitz, auteure de *Une communiste, de part et d'autre de l'Atlantique*

Daniel Kupferstein, pour son livre et son documentaire *Les balles du 14 juillet 1953:* le carnage de manifestants algériens perpétré

par la police parisienne
Jean-Jacques Marie, auteur de nombreux ouvrages sur la Russie, l'URSS et le trotskysme: la guerre civile en Russie après 1917
PEF, auteur-illustrateur de livres de littérature-jeunesse, pour son livre *Papa, pourquoi t'as voté Hitler?*

Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UAT-CI): le 70^e anniversaire de l'insurrection malgache
Combat ouvrier, (Antilles): Mai 67, la répression sanglante de la grève des ouvriers du bâtiment à Pointe-à-Pitre

Cinémas

Deux salles de cinéma projettent en continu films et documentaires récents. Parmi les premiers films annoncés:

- *Moi, Daniel Blake,* de Ken Loach: un ouvrier anglais, malade cardiaque, face aux aberrations de l'aide sociale.
- *La fille de Brest,* d'Emmanuelle Bercot: le combat d'Irène Frachon, pneumologue à l'hôpital de Brest, pour faire éclater la vérité sur la nocivité du médicament, le Mediator,

• *Chocolat,* de Roschdy Zem: l'histoire vraie de Chocolat, clown noir célèbre au début du 20^e siècle, une époque où le racisme est considéré comme normal.

• *Octobre,* de Sergueï Eisenstein: le film réalisé pour les 10 ans de la révolution et la prise du pouvoir par les bolchéviks.

Cinéma en plein air

Pendant la nuit du dimanche au lundi, si le temps le permet, deux films projetés sur l'esplanade des Sciences.

Autour de la Révolution russe de 1917

En ce centenaire de la Révolution russe, l'immense majorité des commémorations sont le fait de ses adversaires. Lutte ouvrière, elle, s'en revendique. Outre des expositions, sont prévus...

- Exposés-débats: la prise du pouvoir par la classe ouvrière; le rôle du parti bolchevique; les soviets; les femmes dans la révolution; la

vague révolutionnaire en Europe; Octobre et la libération des peuples; comment stalinisme et bureaucratie ont trahi la révolution d'Octobre, etc.

- Présentation de la réédition de *Pages choisies de Lénine* (traduites et annotées par Pierre Pascal)
- Projection de films soviétiques sur la Révolution russe et d'une vidéo Russie 1917: *La classe ouvrière ébranle le monde*

fete.lutte-ouvriere.org Renseignements pratiques et programme sur le site:

La carte d'entrée, valable pour les trois jours, est disponible. Attention, la date limite pour se la procurer au tarif réduit de 12 euros est fixée au 7 mai. Dépêchez-vous! À partir du 8 mai, le tarif passera à 15 euros. Sur place, elle coûtera 20 euros.

Les bons d'achat, d'un pouvoir d'achat de cinq euros pendant la Fête, vendus quatre euros, sont également en vente.

On peut se procurer cartes et bons d'achat

auprès de nos camarades, sur le site (paiement par chèque ou carte Visa) ou en écrivant à:

Lutte ouvrière - La Fête - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Merci d'indiquer le nombre de cartes et de bons d'achat désirés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière. N'oubliez pas de préciser à quelle adresse le tout doit être expédié et de donner un numéro de téléphone. Envoi franco de port.